



Saint-Jean-de-Luz, d'où il embarque à bord du S/S Batory pour rallier Londres.

Le 1er juillet 1940, il rencontre le général de Gaulle à St Stephen's House et s'engage dans la foulée au sein des Forces Françaises Libres. Il est alors affecté à la Compagnie Train-Auto du capitaine Dulau, avec laquelle il participera à l'opération de Dakar et à la campagne du Gabon.

Promu sergent, il prend part aux opérations contre l'armée italienne en Erythrée, en ravitaillant les troupes combattantes en munitions, vivres et eau. A sa demande, il est ensuite versé au Bataillon de Marche n°3 (BM3) en tant que chef de section de mitrailleuses de la compagnie lourde.

En juin 1941, lors de la campagne de Syrie, à Ezraa, il est gravement touché au bras. Malgré les séquelles de cette blessure, soignée à l'hôpital français de Palestine, il suit le cours d'élève officier à Damas, après avoir été promu sergent-chef.

Nommé aspirant en mai 1942, il est affecté au 1er Bataillon de fusilier marin (BFM), puis en octobre de la même année, à la 22e Compagnie Nord-Africaine (CNA), avec laquelle il prend part à la bataille d'El-Alamein.

En 1943, alors qu'il est sous-lieutenant, il commande la section de mortiers de la compagnie lourde du 22e Bataillon de Marche Nord-Africain (BMNA) et participe à la campagne d'Italie. Le 12 mai 1944, blessé par un éclat d'obus à Garigliano, il refuse de se faire évacuer et continue à diriger les tirs de ses hommes, lesquels finissent par détruire un observatoire et deux nids de mitrailleuses ennemis.

En août 1944, le jeune officier débarque à Cavalaire (Provence) et combat à Toulon, Lyon, Autun, Belfort et dans les Vosges. Promu lieutenant en décembre, il s'illustre le 23 janvier 1945 en Alsace, en prenant le commandement d'une section de mitrailleuses lourdes dont le chef venait d'être tué. Il terminera ensuite la guerre dans les Alpes.

Une fois démobilisé, Bernard Demolins est admis à l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer. Il entame sa carrière d'administrateur au Tchad et la poursuit en Nouvelle-Calédonie. Diplômé de l'Ecole d'application de l'INSEE en 1951, il travaille ensuite pour le compte des Nations unies.

Après avoir été auditeur de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale (IHEDN), il devient délégué du contrôleur financier en Oubangui, puis conseiller technique du ministère des Finances de la République de Mauritanie. Il poursuit ensuite sa carrière dans le secteur bancaire.

Compagnon de la Libération, le colonel Bernard Demolins était Grand Officier de la Légion d'Honneur et titulaire, entre autres, de la Croix de Guerre avec 4 citations, de la Croix du Combattant Volontaire 1939-1945 ainsi que de la Médaille Coloniale avec agrafes « Erythrée », « AFL » et « Libye ».

Après le décès du colonel Demolins, **il ne reste plus que 29 Compagnons de la Libération en vie.**

Pour lire sa biographie, cliquer [ici](#).

## Un hommage a été rendu au commandant Marin-La-Meslée à Reims

5 février 2012 – 12:58

Peu de gens savent, aujourd'hui, qui est le commandant Marin-La-Meslée. Hormis, bien sûr, ceux qui ont connu la base aérienne 112 de Reims, qui portait son nom avant de fermer définitivement ses portes en 2011. Sans oublier ceux qui sont intéressés par l'histoire de l'aviation militaire.



Né le 5 février 1912, à Valenciennes, Edmond Marin-La-Meslée est très tôt passionné par l'aéronautique, à un moment où cette dernière vit ses débuts. Une fois son baccalauréat en poche, il commence des études de droit. Mais l'envie de voler est la plus forte. Entre les bancs de la faculté et un cockpit, le choix est vite fait...

Breveté pilote à l'âge de 19 ans grâce à l'école de pilotage Morane-Saulnier et après avoir obtenu une bourse d'Etat, il décide de devancer l'appel du service militaire. En novembre 1931, il suit les cours des Elèves officiers de réserve (EOR) à Istres, puis à Avord. Major de sa promotion, il est nommé sous-lieutenant de réserve en septembre 1932 puis rejoint le 2e Régiment d'aviation de chasse de Strasbourg.

A la fin de cette période, et devant à retourner à la vie civile, il s'engage à nouveau en qualité de sergent. Puis, après son mariage, en 1935, il est admis, un an plus tard, à l'Ecole de l'Air. Promu au grade de sous-lieutenant à l'issue de sa scolarité, il est ensuite affecté à la 5e Escadre aérienne.

Nommé lieutenant en octobre 1939, il s'illustre, avec le groupe I/5et aux commandes d'un Curtiss H75 de facture américaine, pendant la drôle de guerre – il abat un Dornier 17 en janvier 1940 – et la campagne de France de mai-juin 1940 en obtenant 20 victoires aériennes (16 homologuées) en 106 missions de chasse. Autrement dit, il est « l'as des as » français pour cette période.

Après l'armistice, son groupe se replie au Maghreb. Nommé capitaine en décembre 1941, il reprend le combat un an plus tard, après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord (opération Torch). Son groupe étant équipé de Curtiss P-40, puis de Bell P-39 Airacobra, il participe aux côtés des Alliés à la bataille de Tunisie et, au large des côtes nord-africaines, effectue 105 missions de « Coastal Command », au cours desquelles il remporte 4 nouvelles victoires aériennes.

Promu au grade de commandant en juin 1944, Edmond Marin-La-Meslée retrouve la France et, basé dans l'Est, assure des missions d'appui au profit de la 1ère Armée française. Au cours des combats de la poche de Colmar, le 4 février 1945, son P-47 Thunderbolt est touché par des obus et s'écrase dans un champ de la commune de Dessenheim. L'officier n'y survivra pas.

« Pur visage de l'aviation de chasse dont il était l'incarnation, il restera par ses vertus et par sa gloire l'une des figures les plus éclatantes de l'armée de l'Air et l'un des héros les plus nobles de la nation » peut-on lire dans la dernière citation concernant le commandant Marin-La-Meslée.

C'est donc pour se souvenir de cet officier qu'un [hommage solennel lui a été rendu](#), le 2 février, à Reims, à l'occasion du centenaire de sa naissance. Grâce à l'Amicale des anciens de l'armée de l'Air de la cité champenoise, la stèle qui portait son nom et qui était située sur l'ancienne BA112 a été transférée sur le monument aux morts du site qui est censé y rester.

Par ailleurs, à l'initiative de l'association Marin-La-Meslée, une plaque commémorative à sa mémoire a été inaugurée à l'Office de tourisme de Reims. Ce dernier organise une exposition qui lui est dédiée pendant tout ce mois de février. Enfin, une carte souvenir ainsi qu'un timbre lui ont également consacré, en souvenir de sa première victoire aérienne.

**NB** : Une cérémonie commémorant le 67e anniversaire de la mort du commandant Marin-La-Meslée a eu lieu le 4 février, au monument de Dessenheim. Le compte-rendu est [à lire dans les Dernières Nouvelles d'Alsace](#)

## Le décès de l'aumônier en chef du culte protestant (actualisé)

**Franck Bourgeois est mort samedi à 51 ans.**



Le pasteur Franck Bourgeois, aumônier en chef du culte protestant au sein des armées, est décédé brutalement samedi 4 février des suites d'une maladie. Il avait pris son poste le 29 septembre dernier et rentrait d'une mission à Sarajevo. Après son service militaire, il poursuit des sérieuses études universitaires en théologie, langues et histoire. Il rejoint l'armée de terre en 1995. Marié, père de cinq enfants, il avait effectué de très nombreux séjours et missions outre-mer ou en opex (Bosnie, Antilles, Cote d'Ivoire, Kosovo, Liban, Tchad, Afghanistan).

Ses obsèques auront lieu aux Invalides, vendredi 10 février à 11 heures. (Voir le [site de la Fédération protestante de](#)

[France](#))

Au même titre que le catholicisme, le judaïsme et l'islam, le protestantisme est présent dans les armées avec des aumôniers. Le prédécesseur de Franck Bourgeois, Bernard Delannoy avait été **auditionné en mars 2011 par les députés de la commission de la défense**. Voici ce qu'il leur disait alors :

*"L'accompagnement pastoral de nos coreligionnaires militaires, notamment en opération, a toujours été une préoccupation majeure du protestantisme. En 1854, les églises protestantes ont réuni 72 000 francs-or pour l'envoi de 10 pasteurs au sein du corps expéditionnaire qui allait conduire la guerre de Crimée et deux aumôniers protestants ont trouvé la mort en 1856 devant Sébastopol. Ce n'est qu'en 1859 que le ministre de la Guerre a décidé que les aumôniers protestants auraient les mêmes droits et prérogatives que leurs homologues catholiques. (...) Sur les théâtres d'opérations, nous sommes souvent sollicités par presque tout le personnel sur de nombreux points, pas toujours d'ordre spirituel mais qui témoignent souvent d'un mal-être de populations fragilisées par leur travail. Du fait de son statut très particulier, c'est souvent vers l'aumônier qu'on se tourne, quelle que soit sa religion, pour évoquer des difficultés liées à la famille, à un divorce, à la mort à donner ou à recevoir mais aussi à d'autres fragilités. Par exemple, en Afrique, un militaire m'a déclaré qu'il avait été envoûté. J'ai été fréquemment réveillé en pleine nuit par des militaires qui voulaient se suicider avec leur arme de service. Les aumôniers*

évitent ainsi de nombreux suicides. Ils aident les militaires à mettre des mots sur leurs maux. Ni psychologue, ni assistante sociale, ni père ou mère, ils sont un peu tout cela à la fois. La proximité de leur vie avec celle des militaires leur permet connaître les questions qu'ils se posent."

Il y a dans les armées 28 à 30 aumôniers protestants à plein temps, auxquels il faut ajouter 19 bénévoles, 22 aumôniers de la réserve opérationnelle, 8 civils desservants et un aumônier mis à notre disposition par le ministère de l'Intérieur en application du Concordat. Au total, les aumôniers représentent 34 ETPT.

Ce chiffre est très modeste, des aumôniers devant être présents en permanence sur les cinq théâtres d'opérations. Pour remplir cette mission, il faut 15 aumôniers par an. Or, il est également nécessaire d'accompagner les marins sur les navires ainsi que les gendarmes, qui sont en permanence en « opération intérieure ». Les gendarmes ne sont jamais sûrs de ressortir vivants d'une cave et c'est au quotidien qu'ils ramassent des cadavres sur les routes. La proximité de la mort est aussi difficile à gérer pour eux que pour les autres militaires. Or il n'y a que de deux aumôniers pour la gendarmerie."

Outre l'aide aux personnes, l'aide au commandement fait partie des tâches des aumôniers. (...) Le chef d'état-major de Côte d'Ivoire étant fils de pasteur, après l'affaire de Bouaké où huit militaires français sont morts, c'est l'aumônerie protestante qui a permis la restauration des liens diplomatiques."

Pour en savoir plus, [le site de l'Aumônerie Protestante aux Armées](#).

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mardi 7 Février 2012 à 12:29

06.02.2012

## Bigéard aux Invalides: Gérard Longuet annonce un report en septembre

Le général Bigéard ira-t-il aux Invalides? C'est ce qui était annoncé (voir mon post de décembre dernier en cliquant [ici](#)); mais dimanche, dans l'émission *Internationales* sur TV5Monde (en partenariat avec *RFI* et *Le Monde*), le ministre de la Défense, Gérard Longuet, a annoncé un report du transfert du corps du général.

Gérard Longuet a suggéré que le transfert aux Invalides pourrait intervenir fin septembre, pourquoi pas le jour de la Saint-Michel (le 29)?

Ses propos sont à écouter [ici](#) (c'est à partir de 7'20").

## Cinq commandos du 1er RPIMa blessés en Afghanistan (actualisé-3)

Cinq commandos du **COS** dont un médecin (1), ainsi que quatre membre de la TF Tiger (**27e BCA** et **93e RAM**) ont été blessés tôt ce matin sur la position qu'ils occupaient dans le sud de la Kapisa. Apparemment, plusieurs tirs de Chicom et RPG se seraient succédés sur un control point. Leur état n'inspire pas d'inquiétude.

Tous les blessés appartiennent au **1er RPIMa**. Le mandat de cette équipe se terminait.

Trois commandos de la **BFST**, dont deux du 1er RPIMa, [avaient été blessés, le 29 novembre](#)

[novembre dernier.](#)

Onze commandos du COS sont morts en Afghanistan (6 de la BFST, 4 d'**Alfusco**, un du **CPA10**), depuis 2004, ce qui représente 13% des pertes.

(1) plusieurs médecins et infirmiers ont déjà été blessés au feu, notamment le médecin du **126e RI**, mais aussi une infirmière du **7e BCA**, et, encore à Gwan, un infirmier chuteur opérationnel du **3e RPIMa** embasé dans la BDD de Caracassonne, et un auxsan de l'OMLT du K34. Rappelons qu'un auxsan (SGT **Rodolphe Penon**) et trois infirmiers (PM **Frédéric Paré**, ICS **Mathieu Toinette** et ICS **Thibault Miloche**) sont morts au feu en Afghanistan.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/06/2012 08:54:00 PM](#)

## Défense : 335 millions de crédits vont être annulés



**Le ministère de la Défense sera le premier touché avec une baisse de 1%.**

La loi de finances rectificative, qui sera présentée mercredi en conseil des ministres, prévoit l'annulation en 2012 de 335 millions de crédits pour la défense, sur un total de 1,2 milliards, **selon Les Echos**. Ce nouveau tour de vis est rendu nécessaire par la

situation des finances publiques (prévision de croissance à la baisse, abondement du Mécanisme européen de stabilité).

La Défense est le ministère le plus touché puisqu'elle supportera à elle seule 28% de l'effort. Hors pensions, le budget 2012 s'élevait à 31,8 milliards. Ces annulations de crédits constituent donc une baisse de 1,05%.

En aout dernier, 222,5 millions de crédits avaient été **annulés sur le budget 2011**.

*Photo : le nouvel hélicoptère Caïman (NH90) de l'armée de terre.*

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Lundi 6 Février 2012 à 08:04

## Le budget de la Défense va encore trinquer

8 février 2012 – 11:52

Initialement, le budget français de la Défense pour l'année 2012 aurait dû augmenter de 480 millions d'euros, ce qui représentait alors une hausse de 1,8%, pour atteindre 31,72 milliards d'euros hors pensions.

Lors de l'examen du projet de loi de finance initiale, cette hausse a été rabaissée une première fois de 167 millions. Et comme cela ne suffisait pas, 101 autres millions ont été enlevés. Cela a valu au ministre de la Défense, Gérard Longuet, de se rendre plusieurs fois devant la Commission Défense de l'Assemblée nationale afin de s'expliquer les arbitrages nécessaires pour s'adapter à la nouvelle donne. Toutefois, le budget pour 2012 affichait encore une progression de 212 millions d'euros.

Seulement voilà, les prévisions de croissance de l'économie française ont été revues à la baisse d'un demi-point et comme la France prévoit d'ouvrir 6,5 milliards d'euros de crédits au titre de la dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité (MES) qui entrera en vigueur en juillet prochain, un collectif budgétaire sera présenté en Conseil des ministres ce 8 février pour trouver de nouvelles marges de manoeuvres.

En clair, un « collectif budgétaire » est en fait une loi de finance rectificative (LFR), laquelle permet de modifier en cours d'année les dispositions de la Loi de finances initiale (LFI).

Ainsi, le collectif budgétaire en question prévoit l'annulation d'1,2 milliards d'euros de crédits. Et les forces armées seront une nouvelle fois concernées. « Nous avons choisi d'être sélectifs, en épargnant la Recherche, la Justice et l'Education. L'essentiel de l'effort portera sur la Défense, les ministères de l'Economie, du Budget et du Développement durable » a ainsi confirmé le ministre du Budget, Mme Valérie Pécresse, [lors d'un entretien accordé](#) au quotidien économique Les Echos.

Selon ce même journal, le ministère de la Défense devrait s'attendre à voir 335 millions d'euros de crédits annulés. Ce qui est quand même relativement important, surtout si l'on tient compte des précédents coups de rabot. E

encore heureux que les recettes liées aux ventes de fréquences hertziennes ont été plus importantes que les prévisions de l'Hôtel de Brienne et que le budget de la Défense ne devait pas servir de « variable d'ajustement budgétaire »!

04.02.2012

## Une conférence du général Lecointre sur l'évolution du modèle de défense français



Le général François Lecointre, commandant la 9<sup>e</sup> Brigade d'Infanterie de Marine, Délégué militaire départemental de la Vienne et commandant d'armes de la place de Poitiers, en association avec la Faculté de Droit et de Sciences Sociales de l'Université de Poitiers, prononcera une conférence sur les évolutions de la guerre et du rapport de notre société à la violence collective et de leur impact sur l'institution militaire, le lundi 6 février à 17h à l'amphithéâtre Savatier de la faculté de droit de Poitiers.

Au regard des conflits militaires vécus par la France, depuis la deuxième Guerre Mondiale jusqu'à l'intervention en Libye en 2011, le général François Lecointre montrera comment la disparition de l'archétype guerrier a conduit à repenser l'outil militaire, en allant jusqu'à bouleverser l'Institution de Défense. Dans une deuxième partie, assisté par la réflexion du public, il cherchera à déterminer les liens ou les effets de ces mutations, sur la société française.

La conférence a eu lieu le lundi 6 février à 17h00, Amphithéâtre Savatier, 43, place Charles de Gaulle à Poitiers.

# Afghanistan : Gérard Longuet a donné le détail des mesures prises pour la sécurité et le retrait du contingent français

9 février 2012 – 13:29

Au cours [de son audition](#), à l'Assemblée nationale, devant la commission des Affaires étrangères et celle de la Défense, l'actuel locataire de l'Hôtel de Brienne, Gérard Longuet, a donné quelques informations au sujet des mesures prises pour améliorer la sécurité des forces françaises déployées en Afghanistan ainsi que des précisions quant aux modalités de leur retrait de ce pays, lequel a été avancé, pour les troupes combattantes, à la fin de l'année 2013.

Ainsi, et après deux cas où des militaires de la brigade La Fayette ont été assassinés par des hommes fortement soupçonnés d'avoir infiltré l'armée nationale afghane (ANA), il avait été annoncé que la formation des soldats afghans serait désormais assurée à l'intérieur des bases françaises, avec des procédures renforcées de contrôle des entrées. Par ailleurs, le principe de mettre en place un « plan de contre-infiltration » au niveau de l'Otan a été adopté, à la demande de Gérard Longuet, lors de la dernière réunion des ministres de la Défense de l'Alliance, à Bruxelles, la semaine passée.

Mais d'autres mesures ont été prises. Selon Gérard Longuet, Paris a obtenu de Kaboul la possibilité que son service de renseignement, le NDS, puisse intervenir auprès des unités de l'ANA afin de démasquer d'éventuels insurgés infiltrés, cela ayant été rendu possible grâce à une récente modification de la législation afghane.

Une autre mesure prise consiste à faire travailler ensemble, par binôme, les militaires de la Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense (DPSS) avec leurs homologues afghans, et cela, toujours afin de détecter les infiltrés dans les rangs de l'ANA.

Enfin, pour limiter les risques au maximum de ce qu'il est possible de faire, Paris a demandé que les officiers et les sous-officiers afghans formés par les militaires français soient affectés en priorité dans unités de l'ANA opérant dans la zone de compétence de la brigade La Fayette.

Quant au retrait des forces françaises, le problème majeur reste la question du rapatriement de leur matériel (1.500 conteneurs minimum) et de leurs 1.200 véhicules. Une petite partie a déjà pris le chemin du retour, grâce à des avions gros porteurs de type Antonov 124 qui transportent leurs cargaisons aux Emirats arabes unis d'où elles sont ensuite chargées dans des navires civils.

D'après Gérard Longuet, il y aurait au final trois solutions, dont celle consistant à rapatrier le matériel par voie aérienne de « bout en bout ». Mais compte tenu du coût que cela représente, cette option est écartée.

Reste « la solution pakistanaise », avec deux voies possibles. Mais là encore, les difficultés avec Islamabad font que cette possibilité est très aléatoire. La dernière option consiste à ramener le matériel par la voie ferrée passant « par l'Ouzbékistan, soit directement, soit par le Tadjikistan ». Mais là encore, un problème de moyens se pose, étant donné que Tachkent « pose des conditions matérielles assez coûteuses ». Pour y voir plus clair, il faudra attendre le résultat des négociations engagées par la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), déployée en

Afghanistan sous l'autorité de l'Otan, laquelle a engagé des négociations avec les pays concernés.

10.02.2012

## Le SGDSN diffuse un document préparatoire à l'actualisation du Livre blanc

Un communiqué du SGDSN annonce, ce vendredi matin, la publication d'un document préparatoire à l'actualisation du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale (actualisation sur laquelle s'accordent toutes les grandes formations politiques):

Conformément au mandat reçu du Président de la République, le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) a mené une réflexion interministérielle sur l'évolution du contexte stratégique depuis 2008 et les enjeux structurants qui en découlent pour la défense et la sécurité de la France à l'horizon 2020. Le travail, réalisé avec les administrations concernées et avec l'appui de plusieurs experts français et étrangers, est désormais achevé. Un document intitulé "[La France face aux évolutions du contexte international et stratégique](#)" est publié ce jour et est mis en ligne sur le site du SGDSN. Ce document est destiné à préparer l'actualisation du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, prévue au second semestre 2012.

On lira (cliquer sur le lien dans le communiqué), en particulier mais sans attendre ni révélations ni surprises, la seconde partie consacrée à l'évolution du panorama stratégique.

## Afghanistan : les retraités privés du bénéfice de la campagne double



F.P. a servi comme démineur au 17ème régiment de génie parachutiste. En 2008 et 2009, il a effectué deux séjours de six mois en Afghanistan. A ce titre, il devrait pouvoir bénéficier de la "campagne double" pour ses douze mois passés sur le terrain, comme le prévoit le décret 2011-1459 du 8 novembre

2011. Las ! Il n'y aura pas droit parce qu'entre son retour d'Opex et la signature du décret, il a fait valoir ses droits à la retraite. Sa pension a en effet été liquidée le 1er novembre 2010, plus d'un an avant le décret.

Plusieurs anciens militaires se plaignent de cette situation, expliquant que "*le décret n'intègre aucune disposition de rétroactivité*". C'est à la fois vrai et faux. Faux, parce que le décret est bien rétroactif puisqu'il prévoit que tous les militaires, affectés dans une unité combattante ou ayant connu le feu en Afghanistan à partir du 3 octobre 2001, bénéficieront de la campagne double. En cela, la mesure de 2011 est bien rétroactive.

Sauf pour les retraités, qui représentent environ 5% des effectifs pouvant prétendre à ce bénéfice,

selon les estimations du ministère de la Défense. Cette inégalité s'explique par une règle sacro-sainte (article L55) selon laquelle "une pension liquidée ne peut être révisée". Ni à la hausse, ni à la baisse. "Les droits sont intangibles et irréversibles" explique-t-on à la Défense. Faire sauter cette "ligne rouge" en faveur de quelques retraités permettrait, demain, de réviser des pensions à la baisse, par exemple en cas d'austérité budgétaire...

Les retraités, qui font les frais de ce principe, bénéficient toutefois de la campagne simple : une année passée sur le terrain vaut une année de bonification, soit l'équivalent de deux ans de service. La campagne double est plus généreuse : une année sur le terrain vaut deux ans de bonification, soit l'équivalent de trois ans de service.

### **En conséquence, la Cour formule les recommandations suivantes :**

1. ne plus recourir au statut « ouvrier de l'Etat » pour satisfaire les besoins en emplois du ministère de la défense, de quelque nature qu'ils soient ;
2. évaluer le dispositif de recrutement sous contrat mis en œuvre depuis 2009 pour pourvoir les postes à haute technicité ;
3. revoir les règles d'évolution salariale ;
4. pour les ouvriers de l'Etat en activité au ministère de la défense :
  - régulariser les bases juridiques des rémunérations principales et des indemnités et primes versées à certains personnels ;
  - mettre en place un système d'information permettant de suivre dans la durée l'ensemble des paramètres nécessaires à la gestion de ces personnels et définir une réelle politique de gestion des emplois et des compétences ;
  - revoir les règles et les modalités de calcul des promotions ;
5. modifier en tant que de besoin l'organisation du travail pour mieux prendre en compte les contraintes d'activité, afin d'optimiser l'utilisation des infrastructures et de limiter le recours aux heures supplémentaires ;
6. faire un bilan précis des mesures prises en faveur des ouvriers de l'Etat dans le cadre du plan d'accompagnement des restructurations.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Samedi 4 Février 2012 à 10:21

## Depuis 2008, la France a dépensé 2 milliards d'euros en Afghanistan

Le Monde, Revue de presse · 31 jan. 2012 à 23:42 ·



François Hollande a promis le retrait total des troupes d'ici la fin de l'année s'il est élu. **Nicolas Sarkozy** a envisagé de rapatrier tous les soldats français après la mort de quatre d'entre eux la semaine dernière avant de se raviser et de confirmer un retrait partiel. Quoi qu'il arrive, le retrait total des troupes de l'OTAN est prévu pour 2014.

Depuis 2001, 82 soldats français sont morts en Afghanistan. Près de 3600 soldats français sont encore engagés dans une guerre qui ne dit plus son nom (il s'agit officiellement d'une "opération de sécurisation des populations et des territoires" **selon Valérie Pécresse**, porte-parole du gouvernement). Au-delà de ce coût humain, cette guerre a un coût financier. "L'Afghanistan a coûté à la France près de 2 milliards d'euros depuis 2008", annonce Le Monde. Comment se répartit la facture ? "Le

financement des activités des troupes françaises, envoyées depuis 2008 dans ce pays, sur décision du président Nicolas Sarkozy, a coûté, en 2011, 522 millions d'euros". Chaque année, c'est donc entre 500 et 600 millions d'euros de dépenses militaires. En revanche, l'aide au développement est dérisoire : "La France abonde à hauteur de 18 %, aux 150 millions d'euros versés, annuellement, par l'Europe en aide au développement" et "attribue près de 36 millions d'euros par an pour les projets civils dans la province de Kapisa, au nord de Kaboul, où sont stationnées les troupes françaises". L'essentiel des fonds est donc consacré à l'armée et non au social.

Et pour deux milliards d'euros en quatre ans côté français (et plus de 130 milliards de dollars par an côté américain), quel est le résultat ? Un rapport confidentiel de l'OTAN a reconnu qu'au moment du départ des troupes de l'OTAN, le président afghan Karzaï pourra se prévaloir d'exercer son autorité sur la moitié du territoire, dans le meilleur des cas. Et rien n'indique que les talibans se contenteront uniquement de l'autre moitié une fois les troupes de l'OTAN parties.

\*\*\* Source

- Jacques Follorou, "L'Afghanistan a coûté à la France près de 2 milliards d'euros depuis 2008",

06.02.2012

## Gwan, l'ex-Hutnik et ex-COP 46, transférée aux Afghans. Quid du monument aux morts?



Fin de partie pour Gwan. Le drapeau français ne flotte plus sur la base. Qu'est-il advenu du petit monument aux morts que j'avais photographié l'an dernier?

L'EMA publie quelques photos sur [son site](#) (dont celle ci-dessus) et rappelle l'histoire de la FOB au sud de la vallée de Tagab.

Initialement, il s'agissait d'un poste de combat avancé (COP – combat outpost) mis en place pendant la campagne d'opération de la brigade La Fayette conduite au printemps 2010. Le COP a été construit par le GTIA Surobi pendant l'opération Synapse du 1er au 7 mars 2010. Baptisé COP 46 du fait de sa localisation sur le parallèle 46, il était occupé par des éléments français du GTIA Surobi, une compagnie armée par le 2e régiment étranger de parachutistes. Le 28 mai, il a pris le nom d'Hutnik d'après un caporal du 2e régiment étranger de parachutistes, mort au combat dans cette zone, environ un mois après la construction du poste. En avril 2011, le poste, alors occupée par les marsouins du 2e Rima, a été agrandi pour devenir une base opérationnelle, une FOB, en vue d'accueillir un bataillon afghan au complet. A l'été 2011, l'ensemble des bases et des postes de combat en Kapisa et Surobi ont été rebaptisés par des noms afghans. La FOB Hutnik prend alors le nom de Gwan.

09.02.2012

## Le COP Alasay a bien été transféré à l'armée afghane



L'état-major des armées vient de confirmer le transfert d'un COP (*combat outpost*) situé dans la vallée d'Alasay à l'ANA, [ainsi que je l'écrivais](#) il y a trois jours, suite à une information de l'agence afghane PAN.

Depuis "le 2 février 2012, le 1er *kandak* (bataillon) de la 3e brigade assure désormais seul la responsabilité du poste de combat avancé (COP – combat oupost) situé au cœur de la vallée d'Alasay", explique l'EMA sur [son site](#).

Onze soldats français du GCM du BG Tiger étaient déployés sur ce COP (photo EMA. Cliquer dessus pour l'agrandir), aux côtés d'une compagnie de l'ANA. Ces soldats français ont rejoint leurs camarades du COP Shekut.

# Afghanistan : le retrait anticipé des Français embarrasse l'Otan

LE PROGRES, Publié le 02/02/2012 à 06:00



Bruxelles. Ce sujet et celui de la sécurité dans le pays au menu de la réunion de l'Alliance atlantique.

La décision de la France « va certainement être le principal sujet de discussion » de la réunion de l'Otan, aujourd'hui et demain à Bruxelles, après l'annonce surprise du retrait des soldats français d'ici à la fin 2013. Soit un an plus tôt que prévu. Ce retour anticipé a été décidé par Nicolas Sarkozy après la mort, le 20 janvier, de quatre soldats français tués par un militaire afghan qu'ils étaient en train de former.

Devant les vingt-sept autres ministres de la Défense, Gérard Longuet « va chercher à clarifier » et justifier cette position et « à rassurer sur le fait que la France n'entend pas laisser tomber ses alliés » en Afghanistan, indique une source diplomatique. Le ministre français devrait ainsi préciser que des soldats français y resteront au-delà de 2013 pour poursuivre des opérations de formation.

Malgré ces assurances, l'annonce du président français provoque l'embarras à l'Otan, où certains « craignent qu'elle n'enclenche un mouvement d'annonces de retrait prématuré » de la part d'autres alliés, toujours selon un diplomate. D'autant qu'hier, un soldat de l'Otan, dont la nationalité n'a pas été dévoilée, a, lui aussi, été tué par un homme portant un uniforme de l'armée afghane. Dès lundi, Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'Alliance atlantique, n'a cependant pas voulu laisser planer le doute en confirmant « la feuille de route qui a été établie au sommet de l'Otan de Lisbonne en novembre 2010 ». Approuvée par tous les pays membres, elle prévoit que le processus de retrait soit finalisé à la fin de 2014 à la suite d'un passage progressif des régions sous la responsabilité de l'armée afghane. Les soldats de la force de l'Otan (Isaf, 130 000 dont 90 000 Américains et 3 600 Français) vont ainsi continuer à voir leur rôle évoluer, des opérations de combat au soutien et à la formation des troupes locales.

## Retrait français d'Afghanistan : La noria des avions gros porteurs Antonov 124 a commencé

7 février 2012 – 14:38



Le retrait militaire français d'Afghanistan, lequel a commencé en octobre 2011 et doit s'accélérer en 2012 avec le retour au pays de 1.000 soldats, pose un énorme défi logistique, avec la nécessité de rapatrier plus d'un milliers de véhicules blindés (VBL, VAB, AMX-10 RC, Caesar) dont il n'est absolument pas question de laisser sur place, ainsi que 1.500 conteneurs de 12 tonnes. Sans oublier les drones Harfang basés à Bagram et les 14 hélicoptères du BATHELICO de Kaboul.

Aussi, il n'y a guère de temps à perdre, d'autant plus qu'il est à prévoir quelques difficultés à venir quand les autres pays engagés en Afghanistan en feront de même, les plateformes aéroportuaires (Kaboul et Bagram) risquant d'être saturées. Qui plus est, le contrat Salis, qui lie l'Otan à la société de droit allemand Ruslan Salis GmbH, laquelle affrete des avions de gros porteurs de type Antonov 124 auprès de la compagnie aérienne ukrainienne Antonov Design Bureau (ADP), va prendre fin d'ici la fin 2012 si il n'est pas renouvelé.

D'après l'Etat-major des armées (EMA), et dans le cadre du contrat Salis, les AN-124 ont commencé à rapatrier les matériels du contingent français depuis le 26 janvier dernier. Ces équipements peut revenir soit par un vol direct depuis l'Afghanistan, soit par voie maritime, après avoir été transportés les airs jusqu'aux Emirats arabes unis, où la France dispose d'une base.

Selon les explications données par l'EMA, une quarantaine de vols d'AN-124 sont prévus pour le premier trimestre 2012, ce qui permettra de ramener en France environ 300 véhicules et conteneurs.

Au total, il faudra compter au moins 300 rotations pour rapatrier tous les matériels engagés en Afghanistan. En vertu du contrat Salis, la France dispose d'un volume de 1.200 heures de vol pour 30 millions d'euros par an.

## **Chers Antonov 124, que faire sans vous pour rapatrier le matériel ?**



L'annonce d'un retrait plus rapide du contingent français d'Afghanistan a fait soulever quelques questions sur les aspects logistiques de cette opération (lire mon post du 22 janvier en cliquant [ici](#)).

L'EMA, sur [son site](#), révèle que le 26 janvier un *Antonov 124* a rapatrié en France une dizaine de blindés (dont au moins un AMX10-RC, comme en témoigne la photo ci-dessus): **"Dans un premier temps, les matériels sont retirés des bases et postes opérationnels où étaient stationnées les unités françaises. Ils sont ensuite rassemblés dans une zone de transit à Kaboul où ils sont conditionnés et enregistrés avant d'être embarqués sur des AN 124 généralement en direction d'un autre pays afin d'y être ensuite embarqués sur un bateau, plus rarement directement en direction de la France."**

L'*Antonov* photographié en Afghanistan appartient à Antonov Design Bureau, une société ukrainienne (basée à Kiev) dont les avions ont transporté, dans le cadre du contrat Salis, des milliers de tonnes d'équipement au profit de l'ISAF (cliquer [ici](#) pour accéder à la page consacrée à ce contrat sur le site de l'Otan).

Ce contrat s'arrête en décembre 2012. Et ensuite? (la question est à poser; en effet, quel que soit le résultat de la présidentielle, il restera des soldats français à cette date en Afghanistan). Le député UMP André Wojciechowski s'en est d'ailleurs, indirectement, inquiété puisque le 6 décembre dernier, il a attiré l'attention du ministre de la Défense et des Anciens combattants sur "le manque cruel d'avions gros porteurs au sein de l'Alliance". Il lui a demandé "où en est la livraison du premier Airbus A400M ainsi que des ravitailleurs MRTT. Les opex en Afghanistan et en Libye ont démontré que nous restons tributaires du contrat Salis alors qu'il ne court que jusqu'en 2012".

En attendant les réponses à ces questions, le retrait se poursuit; l'EMA annonce qu'au "premier trimestre 2012, une quarantaine de vols d'avions *Antonov 124* (AN 124) sont prévus pour rapatrier environ 300 véhicules et conteneurs en France".

# Combien pèse réellement Félin en Afghanistan (actualisé-1)

Voici, selon le commandement de la force terrestre (CFT), la masse qu'a représenté la projection des équipements spécifiques Félin pour le BG **Picardie**. A une époque où beaucoup d'experts logistiques se découvrent, cette liste de chiffres peut permettre de recadrer le sujet. Les Félin du **1er RI** avaient déjà 52 tonnes de fret (notamment leurs armes) dans les avions de transport du **3.60 Esterel** qui les ont amenés en Afghanistan.

66 VAB KIV ont aussi été nécessaires, du fait des câblages spécifiques (énergie). Cela donne la mesure de l'équipement en blindés d'un GTIA désormais réduit en volume (avec l'équivalent d'un SGTIA en moins).

Enfin, 93 tonnes ont été transportées par avion, Antonov ou Illiouchine, par vol direct France-Afghanistan, ou par rupture de charge aux EAU. Dans ce volume figurent quatre KC20 (conteneurs de vingt pieds) pour l'énergie, deux KC20 pour l'AIP (autonomie initiale de projection), 14 KC20 pour les gilets pare-balles, et 11 KC20 de fret technique.

Avantage, l'essentiel du matériel est désormais sectorisé, et les GTIA Félin montants n'auront pas besoin d'un tel volume de projection.

Gardons aussi en tête que la modularité de Félin a déjà produit ses effets : en remplaçant un gilet de l'industriel, l'armée de terre a déjà gagné, dit-on, quelques kilos...

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/07/2012 07:37:00 AM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

## Le 13e BCA (et quelques autres) n'ira pas en Afgha...

La perspective du retrait afghan bouleverse la mécanique bien huilée mise en place jusque là, avec des mandats d'hiver confiés à la **27e BIM**. Il faut faire de la place pour les autres, avant que le théâtre ne ferme : le **13e BCA**, et donc, a priori, le **7e BCA** ne retourneront pas en Afghanistan comme prévu.

C'est le fait que la décision n'ait été prise qu'en septembre dernier -on ne l'apprend que maintenant, presque par hasard- qui a permis au **27e BCA** de passer au travers. Sa 1ère compagnie avait déjà, in extremis, été privée d'Afghanistan en 2008.

Des départs pourront cependant être possibles sur des petits contingents (OMLT, instructeurs).

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/09/2012 08:27:00 AM](#)

## LE 13E RG FORME A LA FOUILLE OPERATIONNELLE DE CONTROLE

Mise à jour : 10/02/2012 14:32

Dans le cadre de sa projection prochaine en Afghanistan, le 13<sup>e</sup> régiment du génie a suivi une formation à la fouille opérationnelle de contrôle.



Les sections de combat de la 3<sup>e</sup> compagnie du [13<sup>e</sup> régiment du génie \(13<sup>e</sup> RG\)](#) ont été formées à la **fouille opérationnelle de contrôle (FOC)**, du 25 janvier au 1<sup>er</sup> février 2012, dans le camp de Valdahon. Projetés en Afghanistan en avril prochain, les soldats ont travaillé des procédures pour effectuer des opérations de fouille opérationnelle sur le modèle du « SEARCH » de l'armée britannique.

Les sapeurs ont été formés, pendant huit jours consécutifs, à la **fouille de bâtiment, de route et de véhicule**, par les instructeurs du centre interarmées munitions et explosifs (CIAM).

Sur le théâtre afghan, ces soldats seront en mesure de **délivrer cette compétence au profit du groupement tactique interarmes Acier**, armé par le 16<sup>e</sup> bataillon de chasseurs. Cette compagnie du 13<sup>e</sup> RG pourra agir sur l'ensemble de la zone de responsabilité de la *Task Force Lafayette*.

La fouille opérationnelle se révèle indispensable dans le cadre de la lutte contre la fabrication des engins explosifs improvisés (IED en anglais). Elle permet, en outre, de renforcer le sens de l'observation des sapeurs.

Droits : Armée de Terre 2012

## Entre 400 et 500 instructeurs militaires français resteront en Afghanistan en 2014

3 février 2012 – 14:50

La décision annoncée le 27 janvier par le président Sakozy de mettre un terme aux opérations de combat des troupes françaises déployées en Afghanistan avant la fin 2013 et d'accélérer leur retrait a fait bouger les lignes au sein de l'Otan.

Pour rappel, lors du sommet de Lisbonne, en novembre 2010, l'Alliance avait adopté une feuille de route fixant à la fin 2014 son retrait militaire d'Afghanistan, c'est une fois achevé le transfert de la responsabilité de la sécurité aux forces afghanes.

Le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, a eu l'occasion de préciser les intentions de Paris à l'occasion d'une réunion avec ses collègues de l'Otan, organisée le 2 février à Bruxelles.

« Je n'ai pas été critiqué. Chaque pays réfléchit car chaque pays est confronté aux mêmes problèmes » a déclaré Gérard Longuet à des journalistes, peu après la réunion. « Le débat est maintenant clairement ouvert et des décisions seront prises » lors du prochain sommet de l'Otan, qui se tiendra à Chicago, en mai prochain, a-t-il précisé.

Dans le détail, les effectifs du contingent français seront donc réduits de 1.000 hommes (sur 2.400) en 2012 dans la province de Kapisa, dont le contrôle sera remis à l'armée afghane non pas en mars de cette année comme il avait été précédemment indiqué mais dans le courant de

l'année 2013. Cela permettra de faire revenir 1.400 militaires supplémentaires, une fois que le transfert aura été effectué.

Quant aux 1.200 militaires français affectés à Kaboul, leurs effectifs diminueront « progressivement ». A terme, c'est à dire en 2014, il ne devrait plus rester que « 400 à 500 formateurs en école ». « Notre mission est en train de réussir » a estimé Gérard Longuet. « L'armée afghane a maintenant dans la Kapisa près de 4.000 hommes armés, équipés et payés ». Par ailleurs, le ministre a indiqué que le retour en France du matériel engagé en Afghanistan va « prendre une bonne année ».

Quoi qu'il en soit, la position française, qui [est pratiquement partagée par l'administration Obama](#), a donné lieu à changement sémantique de la part de l'Otan. C'est à dire que désormais, l'année charnière pour l'Afghanistan n'est plus 2014 mais 2013...

« Nous nous attendons à ce que les dernières provinces soient transférées aux forces afghanes d'ici à la mi-2013. A partir de ce moment-là, elles seront en première ligne dans tout l'Afghanistan », a ainsi déclaré son secrétaire général, Anders-Fogh Rasmussen. Ce qui, toujours selon ce dernier, permettra à la coalition internationale de « passer graduellement d'un rôle de combat à un rôle de soutien ».

## Un officier américain dénonce les divergences entre les rapports officiels et la réalité du terrain en Afghanistan

7 février 2012 – 11:11



Aller contre les affirmations de sa hiérarchie n'est pas le meilleur moyen pour un militaire de gagner des galons. Et c'est pourtant ce que vient de faire le lieutenant-colonel Daniel Davis, en publiant dans l'Armed Forces Journal, un long article intitulé [« Vérité, mensonges et Afghanistan »](#) :

[comment les chefs militaires nous ont déçus](#) », lequel remet en question le discours officiel au sujet des progrès réalisés par l'Otan face à l'insurrection afghane.

Engagé dans l'armée américaine en 1985, le lieutenant-colonel Davis a participé à l'opération Tempête du Désert, en 1991, à l'issue de laquelle il est retourné à la vie civile, tout en restant réserviste. Après les attentats du 11 septembre 2011, il a rempli puis a été affecté en Irak et en Afghanistan, à deux reprises. Entre-temps, il a travaillé sur le programme Future Combat System (FCS), qui a été annulé en 2009.

Avant de raconter ce qu'il a vu sur le théâtre afghan, où il a été déployé à la fin de l'année 2010 pour [une durée de 12 mois](#), le lieutenant-colonel Davis a pris conseil auprès de son pasteur et a revu le film « Mr Smith au Sénat », dans lequel le personnage principal, incarné par James Stewart (qui a été général de réserve de l'US Air Force), refuse d'accepter la corruption et le mensonge. Voilà pour le côté anecdotique de l'affaire.

En mars 2011, lors d'une audition devant une commission du Congrès, le général David Petraeus, alors patron de la Force internationale d'assistance à la sécurité, sous commandement de l'Otan, avait fait valoir que « l'élan des taliban était arrêté dans une grande partie » de l'Afghanistan tout en mettant en avant des « progrès notables bien que fragiles ».

Par ailleurs, il est régulièrement affirmé, officiellement, que les forces afghanes, en cours de formation, seront aptes à assurer la sécurité de leur pays et à empêcher le retour des taliban après 2014, année qui marquera la fin de l'engagement militaire de l'Otan en Afghanistan.

Or, le lieutenant-colonel Davis a eu une toute autre perception de la réalité sur le terrain, après avoir accompli plus de 10.000 km de patrouille avec des soldats américains dans 8 provinces afghanes différentes.

« J'ai vu les difficultés incroyables qu'une force militaire a pour ne pacifier qu'un seul secteur de ces provinces; j'ai entendu beaucoup d'histoires sur la façon dont les insurgés contrôlent chaque morceau de terre au-delà de la portée de vue d'une base américaine ou de l'ISAF » écrit-il dans l'article publié par l'Armed Force Journal. Et de donner quelques exemples...

Parmi eux, celui du 11 septembre 2011, soit 10 ans après les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone. Ce jour-là, l'officier rencontre un notable afghan, qui a été conseiller culturel après des forces américaines. A la question de savoir si les forces afghanes seront en mesure de tenir tête aux taliban une fois la coalition partie, ce responsable lui a fait une réponse négative.

« Non, ils ne seront certainement pas capables. Déjà, partout dans cette région, de nombreux éléments des forces de sécurité ont fait affaire avec les talibans : ils ne leur tirent pas dessus et les taliban en font de même » lui a-t-il dit. A noter que cela confirme le rapport confidentiel de l'Otan au sujet de la situation afghane et dont des passages ont été publiés par la presse la semaine passée.

Par ailleurs, le lieutenant-colonel Davis dresse un constat guère optimiste qui tranche, une fois de plus, avec les compte-rendus officiels. « Dans tous les endroits que j'ai visités, la situation tactique était mauvaise, voire catastrophique. Si les événements que j'ai décrits – et il y en a encore beaucoup plus que je pourrais mentionner – avait eu lieu lors de la première année de la guerre, ou même de la troisième ou quatrième, on pourrait être disposé à croire que l'Afghanistan est juste un dur combat et que nous devrions tenir bon. Pourtant, tous ces incidents sont arrivés dans la 10e année de la guerre » écrit-il.

« Combien d'autres hommes doivent encore encore pour une mission qui n'est pas une réussite et qui est masquée par les communiqués optimistes? » s'interroge-t-il encore. « Personne n'attend

de nos dirigeants de toujours avoir des plans victorieux. Mais nous attendons – et les hommes qui vivent, se battent et meurent le méritent – d’avoir des dirigeants qui disent la vérité sur ce qu’il se passe » ajoute le lieutenant-colonel Davis.

Avant de lancer son pavé dans la mare, l’officier a pris la peine d’avoir obtenu le soutien de quatre membres du Congrès, appartenant aux deux principaux partis américains. Mais il s’attend toutefois à être « atomisé », comme il l’a confié [au New York Times](#).

Du côté du Pentagone, l’on indique que le lieutenant-colonel Davis a « manifestement le droit d’avoir son opinion » et que les évaluations de l’armée américaine sur la situation en Afghanistan font l’objet d’une « analyse rigoureuse » qui ne s’appuient pas sur l’avis d’un seul homme.

Justement, par le passé, plusieurs responsables militaires américains ont pointé les lacunes des forces de l’Otan en Afghanistan. A commencer par le général McCrystal, l’ancien commandant de l’ISAF, contraint à prendre sa retraite après qu’il lui a été prêté des propos désobligeants à l’égard de l’administration Obama.

En octobre 2011, [devant le Council on Foreign Relations](#), il avait estimé que la coalition internationale avait à peine atteint « la moitié des objectifs militaires » fixés, en partie à cause d’une « compréhension terriblement simpliste » de l’Afghanistan. Ces critiques faisaient écho [à celles lancées en janvier 2010](#) par le général Flynn, qui était à l’époque responsable du renseignement militaire en Afghanistan.

## Décès d’un général américain en Afghanistan

6 février 2012 – 18:15

Le général américain Terence J. Hildner, 49 ans, a été retrouvé mort, le 3 février, dans la chambre qu’il occupait à Kaboul. Il est le plus haut gradé de la Force internationale d’assistance à la sécurité (ISAF) à perdre la vie en Afghanistan.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de ce décès mais, selon toute vraisemblance, il s’agirait d’une mort naturelle. Le [général Hildner](#) avait rejoint l’Afghanistan en décembre dernier, en qualité de commandant du 13th Sustainment Command, habituellement basé à Fort Hood (Texas).

Engagé au sein de l’US Army après ses études universitaires, le général Hildner a d’abord servi dans des régiments de l’arme blindée cavalerie. Il a notamment participé aux opérations Tempête du Désert (1991) et Iraqi Freedom (2003) et a fait partie de la dernière patrouille américaine le long de la frontière séparant la RFA et la RDA avant leur réunification.

## L’Otan annonce un plan pour lutter contre l’infiltration de l’armée afghane par les insurgés

3 février 2012 – 18:02

Au cours de l'été 2010, un programme visant à former 200 agents afghans aux techniques de contre-espionnage afin de détecter des insurgés éventuels dans les rangs de leurs forces de sécurité avait été mis place sous l'autorité le général américain William Caldwell, alors en charge de la formation des troupes afghanes au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF).

Mais au final, cette mesure s'est avérée insuffisante. Moins de 500 agents de contre-espionnage ont jusqu'à présent été formés via ce dispositif. C'est peu au regard des effectifs de l'armée nationale afghane (ANA), qui, en raison de sa rapide montée en puissance, ne prend pas toujours la peine de vérifier les antécédents de ses recrues.

Pire encore, le nombre de cas d'insurgés infiltrés dans les rangs des forces de sécurité afghanes tend à s'amplifier. L'assassinat de 4 militaires français par un soldat renégat de l'ANA, le 20 janvier dernier, en est un exemple. De même que la mort de deux légionnaires du 2e REG, dans des circonstances quasiment identiques, à la fin de l'année dernière.

Pour le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, avec une quarantaine constatés en 4 ans, dont 18 en 2011, ces cas restent « minoritaires ». « Quantitativement, c'est marginal, mais, médiatiquement, c'est insupportable », notamment pour « la crédibilité de l'armée afghane » a-t-il déclaré à l'issue d'une réunion avec ses homologues de l'Otan, ce 3 février.

D'où sa proposition faite à ses collègues de lancer un plan d'action visant à mieux lutter contre l'infiltration des forces de sécurité afghanes par les insurgés. Laquelle a été acceptée.

« Nous allons demander aux autorités militaires de mettre au point un plan de contre-infiltration et de le faire rapidement, d'ici à la fin février » a ainsi affirmé Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'Otan. Selon un rapport confidentiel de l'Otan, les attaques d'insurgés infiltrés représenteraient 6% des pertes de la coalition.

Pour le moment, aucun détail concernant ce plan « anti-infiltration » n'a été donné. Et sans doute que l'on n'en saura pas plus tant que la mission de l'Otan en Afghanistan durera. Cela étant, il est probable, comme il avait été suggéré par Gérard Longuet, qu'il soit fait appel à la biométrie ainsi qu'à des enquêtes de personnalités plus précises.

« L'Afghanistan est un pays assez traditionnel (...) où les combattants ont leurs racines, leurs réseaux. On arrive assez bien à avoir des 'certificats de moralité' de la part des responsables locaux » a ainsi expliqué le ministre français.

Par ailleurs, il est également envisagé de réduire les objectifs concernant les effectifs des forces de sécurité afghanes, en se contentant de 230.000 hommes au lieu des 350.000 prévus. Cela permettrait de réduire les coûts de formation et d'équipement et de mieux contrôler le recrutement.

Plus tôt, le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, aurait également avancé l'idée de ramener de 11 à 4 milliards le budget annuel alloué à l'armée afghane. Cette mesure serait d'autant plus justifiée que le récent rapport de l'Otan concernant les relations entre les services pakistanais et les insurgés afghans a mis en lumière le jeu trouble de certaines unités de l'ANA, lesquelles collaboreraient déjà avec les rebelles dans le dos de la coalition.

## **Vers un rôle accru des forces spéciales américaines en Afghanistan**

6 février 2012 – 11:14



En décembre 2009, le président Obama dévoilait la nouvelle stratégie américaine en Afghanistan et annonçait le renforcement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), alors commandée par le général Stanley McChrystal, par l'envoi de 30.000 hommes supplémentaires afin de réduire l'insurrection afghane.

Ainsi, cette annonce mit fin au débat qui divisait alors l'administration Obama. Deux options étaient en concurrence : celle consistant à répondre favorablement à la demande de renforts du général McChrystal, défendue notamment par le Robert Gates et Hillary Clinton et celle portée par le vice-président américain, Joe Biden, qui voulait au contraire donner la priorité aux opérations spéciales pour mener des opérations ciblées contre les dirigeants d'al-Qaïda et de l'insurrection afghane.

Plus de deux ans après, il semblerait que l'on s'oriente finalement vers la seconde solution. En effet, la presse américaine a révélé que le Pentagone prépare des plans visant à accroître le rôle des forces spéciales à mesure que les

troupes dites classiques quitteront l'Afghanistan.

Selon le plan évoqué [par le New York Times](#), qui doit encore être approuvé par le président Obama, il s'agirait de déployer en Afghanistan les forces spéciales de l'US Army (les bérets verts) afin de mener un large éventail de missions, allant de la formation des troupes afghanes aux raids contre les responsables de l'insurrection et les chefs terroristes.

Ces forces spéciales, dont l'effectif serait constitué par des « milliers » de soldats, pourraient rester dans le pays après 2014, date à laquelle la mission militaire de l'Otan doit prendre fin en Afghanistan.

[Pour le Washington Post](#), il est même question de créer, d'ici l'été prochain, un « commandement des opérations spéciales en Afghanistan », lequel serait confié au major-général Thomas Tony, actuellement numéro deux du Joint Special Operations Command (JSOC).

## Afghanistan: Les talibans refusent un cessez-le-feu comme préalable aux discussions

20', Mis à jour le 01.02.12 à 11h29

Les talibans ont indiqué ce mercredi qu'ils ne répondraient pas favorablement à la demande des Etats-Unis d'observer un cessez-le-feu comme condition à la tenue de négociations de paix. "Notre lutte et le Djihad continueront jusqu'à la mise en place d'un gouvernement islamique en

Afghanistan, sans prêter attention aux années 2014 et 2015 qui correspondent au retrait annoncé des soldats étrangers", a déclaré Qari Yousuf Ahmadi, porte-parole des combattants islamistes.

Selon le quotidien britannique *Times*, un rapport confidentiel des forces américaines affirmerait que les talibans seraient prêts, avec l'aide d'Islamabad, à reprendre le contrôle de l'Afghanistan, qu'ils ont gouverné de 1996 à 2001. Les talibans afghans ont annoncé l'ouverture prochaine d'une antenne politique au Qatar, à laquelle Kaboul a donné son accord de principe, ce qui pourrait prélude à des pourparlers de paix avec les Etats-Unis et leurs alliés.

Les partisans de ces pourparlers estiment qu'ils constituent la meilleure chance de parvenir à un cessez-le-feu en Afghanistan avant le retrait des troupes de la coalition dirigée par les Etats-Unis au cours des trois prochaines années. Le président afghan Hamid Karzaï redoute d'être mis à l'écart de ces discussions et pourrait bien chercher à organiser des discussions alternatives en Arabie saoudite.

## Les talibans veulent-ils reprendre le pouvoir en Afghanistan?

rtbf info | jeudi 2 février 2012 à 9h11



La ministre pakistanaise des Affaires étrangères, Hina Rabbani Khar, rencontre son homologue afghan, Zalmai Rassoul

**C'est un document qui provoque beaucoup de remous dans l'une des régions sensibles du monde: un rapport de l'Otan paru dans la presse accuse les services secrets pakistanais de soutenir clandestinement les**

**talibans afghans.**

Ces affirmations ont été formellement niées par la ministre pakistanaise des Affaires étrangères, Hina Rabbani Khar, de passage mercredi à Kaboul.

Le rapport de l'Otan confirme ce qui était connu depuis longtemps par les capitales occidentales: les talibans afghans seraient directement aidés par les Services secrets pakistanais. L'État pakistanais aurait ainsi mis en place un réseau complexe d'intermédiaires chargés de donner des conseils stratégiques aux talibans. Toujours selon ce document, la guerre est loin d'être gagnée. Les talibans seraient prêts à reprendre le contrôle de l'Afghanistan, après le retrait des troupes occidentales de l'Otan.

Le rapport, qui a été compilé par des officiers américains en Afghanistan, est basé sur 27.000 interrogatoires de plus de 4000 détenus talibans ou membres d'Al-Qaïda. Ce document a été diffusés par les médias britanniques au moment de la visite de la cheffe de la diplomatie pakistanaise au président Hamid Karzaï à Kaboul, ce qui a crispé l'ambiance malgré le démenti pakistanais. Cette visite était pourtant prévue pour tenter d'apaiser les relations tendues entre l'Afghanistan et le Pakistan.

Alors que la situation reste confuse en Afghanistan, l'Otan a entamé un processus de transition. Le transfert des responsabilités en matière de sécurité aux forces afghanes est prévu d'ici à 2014. Les Etats-Unis pourraient même cesser leur mission de combat en Afghanistan l'année prochaine, pour se consacrer à la formation des troupes locales. Mais, il y a de nombreux doutes sur la capacité des forces afghanes à prendre le relais de l'Otan.

**Nicolas Willems**

# Les talibans seraient prêts à reprendre le contrôle de l'Afghanistan

L'Orient  
LE JOUR.com ; 02/02/2012

**TERRORISME** L'armée US assure que les insurgés islamistes bénéficient du soutien des services secrets pakistanais ; Islamabad dément fermement.

L'armée américaine affirme dans un rapport confidentiel que les talibans afghans bénéficient du soutien du Pakistan et sont prêts à reprendre le contrôle de l'Afghanistan, au terme du retrait des troupes occidentales de l'OTAN prévu à la fin 2014. L'existence de ce rapport, dévoilé hier par la BBC et le Times, a été confirmée par le lieutenant-colonel Jimmie Cummings, porte-parole de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), qui en a toutefois minimisé la portée. « Le document classé en question est une compilation d'opinions de détenus talibans. Ce n'est pas une analyse et ne doit pas être considéré comme telle », souligne-t-il.

La teneur du rapport pourrait toutefois sonner pour l'Occident comme un cinglant échec, près de 11 ans après l'arrivée des forces de l'OTAN en Afghanistan pour chasser les talibans du pouvoir dans la foulée du 11-Septembre. Et alors que les talibans s'apprentent à ouvrir une antenne politique au Qatar censée faciliter les pourparlers de paix avec les États-Unis et leurs alliés, la frange dure des insurgés pourrait se trouver confortée par le rapport et rejeter toute négociation avec l'Occident. Ainsi hier, les talibans ont déclaré qu'ils ne répondraient pas favorablement à la demande des États-Unis d'observer un cessez-le-feu comme condition à la tenue de discussions de paix. « Notre lutte et le jihad continueront jusqu'à la mise en place d'un gouvernement islamique en Afghanistan, sans prêter attention aux années 2014 et 2015 qui correspondent au retrait annoncé des soldats étrangers », a déclaré Qari Yousuf Ahmadi, porte-parole des insurgés islamistes. Ces derniers ont également nié vouloir négocier avec le gouvernement afghan en Arabie saoudite, contrairement à ce qu'un membre de leur conseil dirigeant et un diplomate de l'ambassade afghane à Riyad avaient affirmé auparavant.

Dans son rapport, l'armée américaine assure que l'Inter-Services Intelligence (ISI), les services secrets de l'armée pakistanaise, fournit une assistance aux talibans dans la conduite d'attaques contre les forces étrangères sur le sol afghan. Ces accusations ont été vivement rejetées hier par un haut fonctionnaire du ministère pakistanais des Affaires étrangères. « Nous nous en tenons à une non-ingérence en Afghanistan », a-t-il dit. En visite officielle à Kaboul pour essayer d'apaiser les relations tendues avec l'Afghanistan, la ministre pakistanaise des Affaires étrangères, Hina Rabbani Khar, a pour sa part demandé de ne tenir aucun compte de cette « fuite potentiellement stratégique ». Les talibans « n'ont besoin d'aucun soutien », a renchéri le sénateur pakistanais Tariq Azim, membre de la commission de Défense du Sénat. « Tout le monde sait qu'en 10 ans, l'OTAN n'est pas parvenue à prendre le contrôle d'une seule province en Afghanistan en raison des mauvaises politiques mises en œuvre sur le terrain », a-t-il ajouté.

Rappelons que l'OTAN a entamé en juillet un processus de transition qui prévoit le transfert de ses responsabilités en matière de sécurité aux forces afghanes d'ici à 2014. Mais certains Afghans doutent des capacités des forces afghanes à prendre le relais de l'OTAN et craignent un retour de la guerre civile. Cette épineuse question s'impose de facto au menu de la réunion des ministres de la Défense de l'Alliance, aujourd'hui et demain, après l'annonce surprise du retrait des troupes combattantes françaises à la fin 2013. La décision française provoque ainsi l'embarras à l'OTAN, où certains « craignent qu'elle n'enclenche un mouvement d'annonces de retrait prématuré » de la part d'autres alliés, selon un diplomate.

(Source : agences)

## Afghanistan: comment les Talibans ont adapté leur stratégie

"Une crise de confiance et d'incompatibilité culturelle" : en Mai dernier l'ISAF - la coalition militaire internationale en Afghanistan - publie un rapport de soixante-dix pages, alors non classifié, sur les relations entre troupes Américaines et forces de sécurité Afghanes. Son rédacteur, Jeffrey Bordin, Docteur en sciences du comportement, depuis quatre ans sur le terrain et ancien instructeur de la police Afghane, y explique que l'assassinat de soldats Américains par leurs alliés Afghans - armée et police confondues - représente "une menace systémique et en rapide expansion" pouvant à terme saper les efforts de guerre. Le rapport constitue la démonstration irréfutable d'une inquiétante dégradation des relations entre soldats de la Coalition et forces Afghanes. Un document qui gêne aux entournures jugé "peu professionnel" par le lieutenant-colonel Cummings, porte-parole de l'ISAF, qui souligne que la coalition ne l'a pas endossé. Tout juste classifié... La formation des forces de sécurité Afghane est en effet la pierre d'angle de la stratégie Obama en vue un retrait digne et responsable d'ici 2014.

Mais les chiffres sont là. Selon ce rapport, entre Mai 2007 et Mai 2011, cinquante-huit soldats occidentaux ont été tués par leurs "alliés afghans" lors de vingt-six attaques, la plupart depuis octobre 2009, parfois - mais pas toujours - revendiquées par les talibans. Principales cibles les Américains, mais aussi les Français qui en quelques semaines viennent de relever six morts. Il est vrai qu'après 18 mois d'immobilisme - crise des otages oblige - la France tente de reprendre la main en Kapisa, une région stratégique qui relie la frontière pakistanaise à la grande base Américaine de Bagram.

Aux dires de Paris, des porte-paroles de l'ISAF et même du Secrétaire général de l'OTAN, ces attaques seraient le fait "d'éléments isolés" n'ayant aucun lien avec les insurgés. L'assassinat des quatre français le 20 janvier aurait été commis par un soldat Afghan ulcéré d'avoir vu des Marines Américains uriner sur des cadavres talibans. Mais les occidentaux, Américains en tête, ont également multiplié les bourdes: frappes aériennes trop peu chirurgicales et raids nocturnes intempestifs que les actions de contre-terrorisme ont remis au goût du jour. Karzai ne cesse de le répéter reflétant le mécontentement grandissant des Afghans qui assimilent les troupes de l'OTAN à des forces "d'occupation".

Quant aux talibans, démontrant leur formidable capacité d'adaptation, ils ont su changer de stratégie. En 2006 en effet, quand ils passent à l'offensive, ils lancent de terribles attaques frontales. Le Sud tremble mais non seulement les insurgés ne prennent aucune des grandes villes, mais ils sont laminés. Reste à changer de méthode. Fini les affronts par vague, dès octobre 2006, les attaques diminuent de moitié ; l'heure est aux bombes improvisés et attentats suicide dans les grandes villes. L'arme du pauvre ou contre les pauvres, c'est selon... Mullah Dadullah, un des commandants du Sud, qualifie "ses" kamikazes de "bombes nucléaires". Sur l'année 2006, principalement durant les derniers mois, on compte cinq fois plus d'attentats suicide qu'en 2005. La courbe est depuis exponentielle même si en 2008 l'ambassadeur Américain Wood à Washington chantera un refrain depuis bien connu "Notre conclusion, c'est que les talibans sont plus faibles que l'année dernière"...

Mais dans cette guerre où chaque camp se doit aussi de "gagner les cœurs et les esprits", cette stratégie de terreur contre les civils ne fait guère le jeu des taliban. Dès 2009, leur chef Mollah Omar redresse le tir et dans un "Code de Conduite" enjoint ses hommes à limiter les pertes civiles. En 2010, il affine et appelle ses affidés à recruter "toute personne ayant accès aux bases de la coalition et pouvant réunir des informations sur les forces coalisées". En parallèle, une campagne de violence est lancée à l'encontre des officiels Afghans : chefs de police, officiers et gouverneurs tombent. La corruption éhontée des élites tient lieu de propagande... Sur les douze derniers mois, quarante-neuf officiels sont assassinés par les talibans, dont le frère du Président Afghan, le "Roi de Kandahar". Déclamant la liste des victimes devant le Parlement, Karzai leur rendra un vibrant hommage le 21 Janvier dernier, le lendemain de l'assassinat des français dont il ne fera même pas mention.

Les talibans ont donc revu leur copie : assassinats d'officiels et infiltration des forces armées. Cette nouvelle stratégie sème le doute. Coté Afghan d'une part : comment le gouvernement peut-il

conserver la confiance de la population alors même qu'il est incapable de protéger ses officiels ? Pis encore, quid de la sécurité après 2014, quand les troupes de l'OTAN seront parties ? Autre interrogation, pour le camp occidental cette fois, quelle sera cette armée censée assurer la sécurité après le retrait ? Une armée vendue aux talibans ?

Les projections actuelles prévoient des forces de sécurité Afghanes au nombre de 352,000 pour octobre 2012. Leur financement après 2014 n'est toujours pas finalisé. Quatre milliards de dollars par an ? Qui va payer ? Les Américains et /ou les Européens ? Dans les capitales du Vieux Continent - et à Ottawa - on s'inquiète d'une armée pléthorique, coûteuse, et où les défections vers les talibans pourraient être massives à partir de 2014. De plus, pour les Européens, les Américains jouent la quantité contre la qualité - formation trop rapide, désertion à 20% et illettrisme à 90%.

Autant d'éléments qui devraient nourrir le débat lors du prochain sommet de l'OTAN qui se tiendra à Chicago en Mai prochain.

## Les Shebab somaliens annoncent leur ralliement au nouveau chef d'al-Qaïda

10 février 2012 – 12:15

En septembre 2009, et à l'occasion de la fin du mois de ramadan, les islamistes somaliens des milices Shebab diffusèrent une vidéo dans laquelle ils proclamaient leur allégeance à Oussama ben Laden, alors chef du réseau terroriste al-Qaïda.

« Nous attendons que vous nous guidiez sur la voie du jihad (...) au moment où le combat contre l'occupant rejoint la lutte pour établir un Etat islamique » en Somalie avait déclaré le cheikh Mukhtar Abu Zubair, le numéro un des miliciens shebab, dans ce film de 48 minutes intitulé « Labaik ya Oussama » (« A ton service Oussama »).

Seulement, le canal « historique » d'al-Qaïda a depuis subi de rudes coups, et en particulier avec la perte de son chef et fondateur en mai 2011. Depuis, le lieutenant de Ben Laden, l'égyptien Ayman al-Zawahiri a pris les commandes de ce qui reste de l'organisation.

Et l'une des difficultés pour Zawahiri consiste à assurer sa légitimité auprès des autres « franchisés » d'al-Qaïda. Ce qui est désormais chose faite avec les Shebabs somaliens, qui ont reconnu son autorité en diffusant un message audio.

« Au nom de mes frères moujahidine, chefs et soldats, je promets notre obéissance » a déclaré le cheikh Mukhtar Abu Zubair, également connu sous le nom d'Ahmed Abdi Godane. « Guide-nous sur la voie du jihad et du martyre, dans les pas tracés par notre martyr Oussama ben Laden » a-t-il ajouté, en faisant référence à Ayman al-Zawahiri.

Ce dernier n'a pas manqué de reprendre la balle au bond en annonçant cette « nouvelle qui va (...) embêter les croisés (ndlr, les Occidentaux) ». Toutefois, il semble que le nouveau patron d'al-Qaïda « canal historique » ait forcé le trait, dans l'enregistrement qu'al-Sahab, la branche médiatique de l'organisation terroriste a diffusé.

« Par la grâce d'Allah, le mouvement jihadiste est en train de s'agrandir au sein de la nation musulmane en dépit de la croisade la plus violente de l'Histoire menée par l'Occident » a-t-il déclaré. Or, en prêtant allégeance à Ben Laden il y a plus de deux ans, les Shebab avaient déjà rejoint les rangs d'al-Qaïda.

Au vu de la situation du mouvement jihadiste, Ayman al-Zawahiri a beau jeu de chercher à enjoliver les choses... Car avec des finances dans le rouge et des cadres dirigeants cibles d'actions ciblées, les mauvaises nouvelles s'accumulent pour son organisation.

Ainsi, chef opérationnel d'al-Qaïda pour le Pakistan, Badar Mansoor, aurait été tué lors d'une frappe aérienne effectuée par un drone américain dans le Nord-Waziristan, fief des organisations islamistes. Son prédécesseur, Ilyas Kashmiri, aurait connu le même sort en juin 2011 mais sa mort n'a pas été confirmée officiellement. L'on sait juste qu'il n'a plus donné de signe de vie depuis...

Âgé d'environ 40 ans, Badar Mansoor était originaire du centre du Pakistan. Il s'était installé à Miranshah, dans le Nord-Waziristan, avec son groupe, le Harakat ul-Mujahidine (Mouvement des combattants). De source sécuritaire pakistanaise, il aurait envoyé des hommes se battre en Afghanistan, d'où son importance pour le renseignement américain.

**PS :** Depuis le 14 juillet 2009, les miliciens Shebab détiennent en otage le français Denis Alex, qui appartiendrait à la DGSE

10.02.2012

## Les islamistes somaliens rejoignent officiellement le réseau Al-Qaïda



Le chef d'Al-Qaïda, l'Égyptien Ayman al-Zawahiri, a annoncé que les insurgés islamistes shebab en Somalie (qui avaient dès 2009 fait allégeance à Ben Laden) avaient rejoint son réseau.

"Je vais annoncer une bonne nouvelle à notre nation islamique qui va (...) embêter les croisés. C'est que le mouvement shebab en Somalie a rejoint Al-Qaïda", indique Zawahiri dans [un enregistrement vidéo](#) mis en ligne jeudi sur des sites islamistes.

Dans un message audio diffusé dans la première partie de l'enregistrement, le chef des shebab Ahmed Abdi Godane (photo ci-dessous), alias cheikh Mukhtar Abu Zubair, dit à l'adresse de Zawahiri: "Nous nous tiendrons à vos côtés comme de fidèles soldats".

"Au nom de mes frères moujahidine, chefs et soldats, je promets notre obéissance", poursuit-il. "Guide-nous sur la voie du jihad et du martyre, dans les pas tracés par notre martyr Oussama

ben Laden", poursuit-il, en référence à l'ancien leader d'Al-Qaida, tué le 2 mai 2011 par un commando américain au nord d'Islamabad, au Pakistan.



Les liens entre les islamistes somaliens et le réseau Al-Qaida étaient soupçonnés depuis longtemps. Cette alliance formalisée peut indiquer que les shebab ont besoin du soutien, financier et logistique certainement, du réseau terroriste. Les shebab sont actuellement soumis à très forte pression du fait des actions militaires conjointes de l'UA, du Kenya et de l'Ethiopie, dont les forces sont appuyées par les Américains, leurs drones et leurs services de renseignement. Toutefois, ce ralliement peut aussi signifier que l'Afrique va devenir le nouveau terrain d'opérations d'Al-Qaida qui est aussi soupçonné d'être en relation avec la secte islamiste nigériane Boko Haram et les groupuscules

liés à Aqmi.

## Pour les opint, combien de bataillons ?

Conférence après conférence, le cocotier est secoué... même si les noix de coco ne tombent pas forcément de l'arbre. Ce mardi soir, Prospective défense interrogeait sur le bon format pour que l'armée de terre puisse répondre à des crises majeures. Si l'on n'a pas eu de réponses à tout, on a bien compris, avec les expériences américaines sur Katrina, ou celle, japonaise, sur Fukushima, qu'il fallait rester très modestes et ne pas virer dans le don de leçons.

En 2005, les Etats-Unis ont réussi à amortir le choc grâce à la mobilisation de la garde nationale, a rappelé **Thomas Benz**, conseiller à l'ambassade américaine à Paris. La garde nationale est un outil rodé qui s'entraîne 45 jours par an (de quoi faire jubiler les réservistes français...). En quelques jours, 10.000 gardes furent engagés, avec un pic qui culmina à 50.000. La moitié de ce qui reste de l'armée de terre française.

Le diplomate n'a pas évoqué, cependant, que bien des hélicoptères (Blackhawk et Chinook) étaient alors mobilisés en Irak, donc loin des contribuables à évacuer. Le contribuable américain n'a pas apprécié. Eurocopter lui doit, en quelque sorte, l'achat de centaines d'hélicoptères Lakota...

Au Japon, ce sont plus de 100.000 soldats qui ont été mobilisés dans l'armée de terre (70.000 sur 135.000), la marine (14.000 sur 45.000) et l'armée de l'air (22.000 sur 50.000). C'est évidemment presque facile pour des Japonais qui n'ont pas d'opex ou de troupes prépositionnées. Mais quand même : le jour où une centrale aura des soucis, le Français n'aura que faire des poussières de République, ou des opex qu'il ne comprend pas.

[Si l'on se base sur le pic d'activité de l'ALAT à la fin du printemps](#) (90 hélicoptères mobilisés dans le cycle opérationnel et les astreintes), on s'interroge aussi sur la capacité à répondre de façon réaliste et durable aux contrats d'astreintes nationales (1). Le débat sur le format de l'aéromobilité des armées, et en premier lieu de l'ALAT, n'est donc pas un caprice. Au moment où les tentations de réduire les achats d'engins neufs, mais aussi de réduire les crédits d'entretien programmés des

matériels n'ont jamais été aussi fortes.

(1) ne soyons pas cruels, la France ne détient pas, comme les Japonais, d'hélicoptères lourds. Rappelons qu'un Puma, en centre-Europe et à altitude zéro transporte dix personnes... soit deux de plus que l'EC145 de la gendarmerie ou de la sécurité civile... et moitié moins qu'un Caïman.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/08/2012 12:20:00 AM](#)

## LA REUNION : ENTRAINEMENT INTERARMEES A MAYOTTE

Mise à jour : 09/02/2012 19:52

Les 23 et 24 janvier 2012, la frégate de surveillance *Nivôse* et le détachement de Légion étrangère de Mayotte (DLEM) ont mené des entraînements conjoints.



La frégate de surveillance *Nivôse*, basée à La Réunion, était présente à Mayotte dans le cadre d'une mission de surveillance maritime des îles Eparses.

Le premier jour, après un exercice de débarquement en zodiacs à l'est de Grande Terre, les marins et les légionnaires ont effectué une infiltration et un « coup de main » de nuit. Ce fut l'occasion pour les marins de participer, avec une section de légionnaires du DLEM, à l'exercice de synthèse du stage nautique.

Le deuxième jour, une séance de mise en œuvre opérationnelle de l'armement léger (MOAL) a été organisée au profit des 13 marins qui composent la brigade de protection du *Nivôse*, suivie de séances de tirs. Au même moment, alors que le *Nivôse* était au mouillage dans le lagon, un exercice de mécanisation des zodiacs a été mené. Enfin, 12 légionnaires ont réalisé un exercice de saut en mer à partir de l'hélicoptère *Panther* embarqué sur le *Nivôse*.

Cet exercice a permis véritablement de combiner et partager les savoir-faire dans le domaine opérationnel.

Le DLEM contribue à affirmer la souveraineté de la France dans la zone sud de l'Océan Indien. Il participe aux activités de coopération régionale des FAZSOI (forces armées de la zone sud de l'Océan Indien) et est en mesure de participer à l'ensemble des missions opérationnelles. Il arme, par ailleurs, un centre d'instruction et d'aguerrissement nautique (CIAN) qui délivre les savoir-faire nécessaires à la maîtrise du milieu maritime.

Sources : EMA Droits : Ministère de la défense et des anciens combattants

## DJIBOUTI : STAGE DE MEDICALISATION EN MILIEU HOSTILE

Mise à jour : 09/02/2012 20:12

Du 29 janvier au 2 février 2012, 12 militaires du centre médical interarmées des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) ont suivi un stage de médicalisation en milieu hostile.



Le stage avait pour objectif de perfectionner les médecins, infirmiers et auxiliaires sanitaires des FFDj dans les techniques de prise en charge des blessés au combat, et ce dans des conditions d'engagement difficiles.



Des médecins des FFDj et de métropole encadraient les stagiaires. Les instructeurs ont apporté leur expérience de la médicalisation en milieu hostile acquise lors de leurs missions en opérations extérieures, notamment en Afghanistan.

Pour l'entraînement, les équipes médicales ont été insérées au sein de la 1<sup>ère</sup> compagnie du 5<sup>e</sup> régiment interarmes d'outre-mer (RIAOM). Elles ont du suivre les sections prises sous le feu et prendre en charge les blessés. Un hélicoptère *Puma* du détachement de l'aviation légère de l'armée de Terre (DETALAT) a permis l'évacuation des blessés.

Les stages d'aguerrissement ont avant tout pour objectif d'approfondir l'entraînement au combat dans des conditions extrêmes.

Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants

09.02.2012

## Nexter privatisable? Gérard Longuet n'exclut pas que l'Etat se désengage

Lors de sa visite du site de Nexter (ex Giat, 2 700 salariés) à Roanne (Loire), Gérard Longuet n'a pas exclu que l'Etat abandonne le contrôle du groupe public d'armement terrestre, au capital duquel va entrer l'électronicien Thales.

Le ministre de la Défense a expliqué que la reprise par Nexter de TDA, la filiale munitions de Thales, décidée par l'Etat en décembre, permettra au groupe public de constituer une activité de production de munitions de taille mondiale. En échange, l'électronicien Thales prendra une participation dans Nexter (de 10 à 20%, selon une déclaration du ministre, début janvier à Bourges, ce qui est moins que ce que Luc Vigneron de thales espérait), "l'Etat ayant la ferme volonté de rester le patron dans cette entreprise, ici, à cet instant".

"La situation est-elle figée pour autant ? Non", a cependant ajouté le ministre, laissant ainsi entendre que l'Etat pourrait réduire sa participation.

Il faut rappeler qu'actuellement l'Etat contrôle 99% de Nexter.

09.02.2012

# Le député PS J.J Urvoas démonte un rapport d'évaluation sur la réorganisation de la gendarmerie



Le style du député Jean-Jacques Urvoas peut irriter, ses prises de position hérissier. Mais il faut lui reconnaître de la pugnacité et du réalisme. Le voilà qui propose une lecture critique d'un rapport de deux de ses collègues parlementaires portant sur la réorganisation de la gendarmerie nationale. Le rapport des députés Anne-Marie Escoffier et Alain Moyne-Bressand est à consulter [ici](#).

Jean-Jacques Urvoas le traite de "rapport Pan

, selon lui  
". Pour lire sa note, cliquer [ici](#).

Le député dénonce des constats "éduclorés" sur les effectifs, sur les ponctions sur les budgets d'investissement et de fonctionnement, sur les transferts missionnels, sur le dialogue social, sur les mutualisations... et l'élu de conclure:

**"Si nul ne conteste le principe du rattachement au ministère de l'Intérieur, il semble difficile de parler de sérénité et de confiance. D'ailleurs n'est-ce pas le général Mignaux lui-même qui évoquait, dans une note au nouveau ministre de l'Intérieur intitulée « Point de situation relatif à la gendarmerie » et datée du 28 février 2011, une « période marquée par des facteurs de doute qui pèsent sur l'exercice du métier » ?**

## La Cour des comptes s'en prend aux ouvriers d'Etat



Dans son rapport public annuel, la Cour des comptes critique *"la gestion des ouvriers de l'Etat au ministère de la défense"* et elle préconise de *"ne plus recourir à ce statut pour satisfaire les besoins en emplois du ministère de la défense, de quelque nature qu'ils soient"*. Dans sa réponse, le ministère *"adhère dans l'ensemble aux recommandations"* de la Cour, alors que Bercy en *"partage l'ensemble des analyses"*. Le document **peut être lu en cliquant [ici](#)**.

L'existence des ouvriers d'Etat remonte au XVII<sup>ème</sup> siècle, lorsque le pouvoir royal a dû *"recruter et fideliser une main d'oeuvre aux compétences techniques éprouvées"* afin de construire une flotte de guerre. Le statut des ouvriers d'Etat emprunte à la fois au droit du travail du privé et à la fonction publique. Il a aujourd'hui près de 30.000 ouvriers d'Etat dans le secteur de la défense (exactement 29 868, fin 2010), un chiffre en forte diminution puisqu'ils étaient encore 45 200 en 2001. L'essentiel d'entre eux travaillent pour le ministère ou les armées, mais certains sont toujours employés dans les anciens arsenaux, devenus Nexter (447) et DCNS (5332).

La Cour dénonce une *"utilisation excessive du statut"*. Certes, elle reconnaît que *"le maintien en condition opérationnelle des armées nécessite sans conteste que le ministère de la défense dispose, dans certains secteurs professionnels, de personnels ouvriers maîtrisant des compétences spécialisées"*. Mais elle constate, qu'en 2009, *"seulement 43% des ouvriers de l'Etat en activité appartenaient à une branche correspondant à des spécialités jugées prioritaires par le ministère de la défense : aéronautique, mécanique, pyrotechnie, centres d'expertise et d'essais, électronique, électrotechnique, informatique"*. La Cour s'interroge sur l'existence de *"cuisinier, charpentier, maçon, ouvrier d'entretien des textiles, conducteur, ouvrier chargé de la sécurité ou de la gestion des achats ou des stocks, voire de jardinier et de secrétaire"* bénéficiant de ce statut. Des recrutements dans ces secteurs ont duré jusqu'en 2007, critique la Cour.

Selon les magistrats, le statut des ouvriers d'Etat est *"coûteux pour les finances publiques"* : les rémunérations sont *"élevées"*, supérieures en tout cas à celles de la fonction publique, la politique d'avancement comme le régime de retraite sont jugées *"favorables"*... ce qui ne semble pas être un compliment. La Cour pointe également la *"gestion lacunaire"* de ce corps, constatant que le ministère aurait une *"connaissance approximative"* de ces personnels : *"les informations relatives à la durée du temps de travail sont fragmentaires"* et le ministère *"n'a pas de données récentes sur l'absentéisme"*.

Ce rapport devrait, sans aucun doute, faire réagir les organisations syndicales.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 8 Février 2012 à 15:19

## L'Etat a l'intention de rester aux commandes de Nexter... pour le moment

9 février 2012 – 18:58

A l'occasion de la visite du site dont dispose le spécialiste de l'armement terrestre Nexter ce 9 février, le ministre de la Défense, Gérard Longuet, a abordé l'avenir du groupe, et notamment l'entrée dans son capital de l'électronicien Thales, dont l'Etat est actionnaire.

Pour rappel, cette opération, dont le principe a été décidé en décembre 2011, consiste à faire reprendre par Nexter la filiale munitions de Thales, TDA, en échange d'une prise de participation à hauteur de 10 à 20% de son capital.

Ainsi, d'après le ministre de la Défense, cela permettrait « d'élargir les compétences dans ce domaine (des munitions, ndlr), de créer un groupe qui ait la taille critique et qui gagne en visibilité à l'international. L'État aura un interlocuteur unique ».

Quant à une éventuelle privatisation totale de Nexter, elle n'est pas à l'ordre du jour, « L'Etat a la ferme volonté de rester le patron dans cette entreprise, ici, à cet instant », a déclaré Gérard Longuet. Et cela d'autant plus qu'il est aussi l'un des principaux actionnaires de Thales.

« La situation est-elle figée pour autant ? Non » a toutefois ajouté le ministre. Autrement dit, l'entrée au capital d'un autre acteur du secteur ne semble pas exclue à long terme. Cela dit, le fait que le capital de Nexter soit verrouillé est un frein à la consolidation du secteur français de l'armement terrestre, Panhard et Renault Truck Defense ayant indiqué leur intérêt pour l'ancien Giat à plusieurs reprises ces dernières années.

Par ailleurs, Gérard Longuet a rappelé l'engagement de l'Etat à soutenir les exportations de Nexter, lesquelles sont appelées [à prendre une part de plus en plus importantes](#) dans son chiffre d'affaires d'ici 2015. Ainsi, le ministre ira très prochainement en Malaisie où le groupe français a proposé le Caesar (Camion équipé d'un système d'artillerie) dans le cadre d'un appel d'offres portant sur des canons mobiles de 155 mm.

## La base de Ramstein sera le centre nerveux de la défense antimissile de l'Otan

3 février 2012 – 11:56

Après l'annonce du déploiement de missiles intercepteurs en Roumanie et en Pologne, ainsi que l'installation d'un radar d'alerte avancé en Turquie, sans oublier celle concernant le choix de la base navale espagnole de Rota pour abriter les destroyers AEGIS de l'US Navy, il est question que l'Otan installe le centre de commandement de sa défense antimissile en Allemagne, plus précisément à Ramstein. Du moins, c'est ce qu'a fait savoir un diplomate, le 2 février, selon l'AFP.

Pour autant, le ministre allemand de la Défense, Thomas de Maizière n'a pas confirmé cette information. Mais il a toutefois assuré que son pays participerait à ce bouclier antimissile en mettant à sa disposition ses batteries antimissile Patriot et laissé entendre que la base de Ramstein jouerait un rôle important après le retrait d'Europe de deux brigades permanentes de l'US Army.

Depuis la fin de la guerre froide, la base de Ramstein est devenue un pôle majeur du transport aérien de l'US Air Force en Europe (USAFE), avec notamment le 86th Airlift Wing.

Par ailleurs, un exercice conjoint Otan-Russie en matière de défense antimissile serait prévu en mars prochain en Allemagne. Le principe de ces manoeuvres – en fait une simulation par ordinateur – avait été adopté lors du sommet de l'Alliance atlantique de Lisbonne en novembre 2010, et auquel le président russe, Dmitri Medvedev, avait été convié.

A l'époque, il avait été proposé de Moscou de participer à ce bouclier antimissile, censé protéger l'Europe de la menace balistique iranienne. Depuis, les négociations entre l'Otan et la Russie sont dans l'impasse. Et l'organisation de cet entraînement ne changera pas grand chose.

Pour Anatoli Antonov, ces manoeuvres « servent de paravent pour masquer les divergences d'opinion sur le bouclier antimissile ». « Malheureusement, il n'y a aucun progrès. Il est accablant que la situation ne change pas, nos partenaires des Etats-Unis et de l'Otan ne sont pas encore prêts à comprendre les préoccupations russes » a-t-il ajouté.

Et les points de blocage entre l'Alliance atlantique et la Russie sont encore loin d'être levés. En effet, il n'est nullement question pour l'Otan d'intégrer le système de défense antimissile russe au sein de son bouclier comme le souhaite Moscou (l'organisation évoque seulement un partage d'informations), pas plus qu'il n'est d'actualité de donner des garanties juridiques écrites selon lesquels son dispositif ne vise nullement les intérêts russes.

Aussi, pour le Premier ministre russe (et sans doute futur président) Vladimir Poutine, il ne fait aucun doute que le projet de l'Otan vise son pays. « Il n'y a aujourd'hui pas de menace émanant de l'Iran ou de la Corée du Nord. Actuellement, la défense antimissile (américaine en Europe) vise certainement à neutraliser le potentiel nucléaire russe » a-t-il déclaré au cours d'un documentaire diffusé par la télévision russe.

## Scorpion, en live

Après le stade de l'usine à gaz(e), un embryon de Scorpion sera incarné, en juin, dans une présentation en réduction, qui mobilisera environ 400 soldats, peut-être du **8e RPIMa** (1). La démonstration doit se dérouler, sauf changement, à Sissonne, peut-être à proximité du créneau d'Eurosatory.

Ce début d'incarnation de Scorpion arrive peut-être déjà trop tard, alors que la tentation budgétaire, en France, risque d'obliger à revoir très singulièrement bien des ambitions, y compris celle-ci.

Scorpion comprend les principaux systèmes d'armes de l'armée de terre, les nouveaux (EBRC, VBMR, etc) comme les anciens, et leur mise en réseau.

(1) ce même régiment fournit la semaine des éléments félinisés pour un entraînement commun outre Manche, avec les Britanniques, la semaine prochaine.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/10/2012 07:55:00 AM](#)

## Le président Sarkozy n'a pas insisté pour qu'une frégate française escorte l'USS Lincoln dans le détroit d'Ormuz (MàJ)

8 février 2012 – 18:06

Quand, le 22 janvier dernier, le porte-avions américain USS Abraham Lincoln a franchi le détroit d'Ormuz malgré les menaces iraniennes, il n'avait nullement besoin à ses côtés de la présence de frégates européennes, son escorte constituée par un croiseur et deux destroyers étant suffisante pour assurer sa protection. Pourtant, deux frégates, l'une française, La Motte-Picquet, l'autre britannique, l'HMS Argyll, ont bel et bien accompagné le porte-avions de l'US Navy dans le stratégique détroit d'Ormuz, qui sépare le golfe Persique de la mer d'Oman.

[Le quotidien britannique The Telegraph](#) affirme que ce serait le président Sarkozy qui aurait insisté auprès des Etats-Unis pour que la frégate La Motte-Picquet se joigne au groupe aéronaval américain, non pas pour un quelconque intérêt militaire mais pour marquer les esprits au niveau diplomatique. Ce faisant, Londres ne pouvait pas être en reste. « Ne pas participer alors que les Français étaient de la partie aurait pu soulever des interrogations sur la 'relation spéciale', déjà

mise en doute depuis l'élection de Barack Obama » écrit le journal, soulignant que, l'an passé, le président américain « avait qualifié la France d'alliée le plus proche des Etats-Unis ». D'où, finalement, la participation du HMS Argyll à l'opération.

« Les Américains avaient d'abord prévu d'y aller seuls. Ils ont clairement indiqué qu'ils ne voyaient aucun avantage militaire dans la participation de bâtiments européens » a déclaré une source diplomatique au quotidien britannique. « Mais, après que le président (ndlr, Sarkozy) a insisté pour que la France soit représentée, le gouvernement britannique a décidé que la Grande-Bretagne devait aussi y participer, sans tenir compte de l'importance militaire » a-t-elle ajouté. Ces propos ont été confirmés au Telegraph par un responsable du ministère britannique de la Défense (MoD), lequel a d'ailleurs qualifié ces négociations en coulisses « d'humiliantes » pour le Royaume-Uni...

Seulement, cette version des faits est contestée par l'Etat-major des armées à Paris. En effet, selon le porte-parole de ce dernier, le colonel Thierry Burkhard, la frégate La Motte-Picquet a rejoint l'escorte de l'USS Abraham Lincoln à la demande de l'US Navy, au titre de la coordination des mouvements des navires présents dans cette partie du monde. Par conséquent, le président Sarkozy n'y est strictement pour rien, contrairement aux allégations du Telegraph. Et pour mémoire, ce sont les Britanniques qui ont communiqué sur la présence des deux navires européens aux côtés du porte-avions américains dans le détroit d'Ormuz alors que Paris n'avait encore fait aucune déclaration à ce sujet.

Aussi, il est vraisemblable que les sources diplomatiques et militaires qui se sont confiées au Telegraph aient cherché à dramatiser la situation de la Royal Navy, à l'heure où cette dernière doit réaliser d'importantes économies. Un débat sur un probable déclassement des forces armées britanniques a actuellement lieu outre-Manche. Ainsi, une commission sur la défense du Parlement britannique vient de rendre un rapport dans lequel il est clairement posé la question de savoir si le Royaume-Uni serait en mesure de participer à une opération semblable à celle qui a permis de défaire le régime du colonel Kadhafi, en Libye, à l'issue de l'application de la Strategic defense and security review (SDSR).

## Le Charles de Gaulle retrouve ses avions



Rafale appontant sur le porte-avions Charles de Gaulle  
crédits : MARINE NATIONALE

Cela faisait longtemps ! Hier, au large de Toulon, le porte-avions français a retrouvé son groupe aérien embarqué. Après avoir passé trois jours d'essais en mer et avoir réalisé une brève escale à sa base, le Charles de Gaulle a vu se présenter sur sa piste d'appontage des Rafale et Hawkeye. Les manoeuvres aériennes, prévues pour durer toute la semaine, vont permettre, selon la Marine nationale, de procéder à la transformation des pilotes de Super Etendard Modernisés sur Rafale. La flottille 11F abandonne en effet progressivement le SEM depuis septembre dernier pour passer au nouvel avion de combat de l'aéronautique navale, qui équipe déjà la 12F. La transformation de la 11F doit durer un an, sa qualification opérationnelle sur Rafale étant attendue au second semestre de cette année.

En parallèle, les équipages des avions de guet aérien Hawkeye de la 4F profitent de la sortie en mer du Charles de Gaulle pour se qualifier aux appontages et catapultages sur le porte-avions.



Rafale à l'appontage (© : MARINE NATIONALE)



Rafale à l'appontage (© : MARINE NATIONALE)



meretmarine.com

Hawkeye à l'appontage (© : MARINE NATIONALE)

C'est la première fois que le bâtiment retrouve ses avions depuis son retour en août dernier d'Harmattan. Après 9 mois d'opérations en océan Indien et au large de la Libye, à peine entrecoupés de quelques semaines à Toulon, le Charles de Gaulle est resté de long mois à quai pour être techniquement remis à niveau et permettre à son équipage et son groupe aérien de « souffler » après une année 2011 éprouvante. Le porte-avions avait effectué une première sortie en décembre pour s'assurer de la bonne tenue des opérations de maintenance effectuées à bord, notamment au niveau de l'appareil propulsif. Aujourd'hui, l'heure est donc aux campagnes de qualification des pilotes. S'en suivra une période de remontée en puissance du bâtiment, de son équipage, du groupe aérien embarqué et de l'ensemble du groupe aéronaval en vue d'un prochain déploiement.



meretmarine.com

Le Charles de Gaulle (© : MARINE NATIONALE)

## La Mission Jeanne d'Arc se prépare

Mise à jour : 09/02/2012 16:29



Partir loin, longtemps, en mission et en équipage, le 5 mars 2012, [le Bâtiment de Projection et de Commandement \*Dixmude\*](#) et [la frégate anti-sous-marine \*Georges Leygues\*](#) appareilleront de Toulon pour la Mission Jeanne d'Arc 2012. À bord, 144 élèves dont 21 femmes, issus de tous corps d'officiers pour une mission alliant formation et opérations.

Conduite par le BPC *Dixmude* et la FASM *Georges Leygues*, la Mission Jeanne d'Arc sera déployée dans un contexte interarmées et interalliés jusqu'en juillet 2012 en océan Indien et océan Atlantique Sud. Cette mission de formation constitue le premier déploiement de longue durée ainsi que le premier contact avec le contexte opérationnel pour les officiers-élèves de [l'École navale](#) et de [l'École du commissariat de la Marine](#). Il s'agit pour ces futurs officiers



d'acquérir une stature de chef militaire et d'homme de mer, grâce à la pratique du métier et à l'expérience de la prise de responsabilité en s'immergeant au cœur des services des deux bâtiments de la Marine nationale et de leurs détachements.

Les 144 officiers en formation participeront pleinement aux missions confiées au groupe Jeanne d'Arc. Avant d'exercer leurs futures responsabilités d'officier au sein des forces, cet apprentissage leur permettra de « larguer les amarres ». Pour devenir des représentants de l'engagement de la France dans le monde, ils devront être capables de comprendre et d'expliquer la présence et l'action de la France dans les zones traversées et d'en apercevoir la dimension maritime. La rencontre avec les populations et les forces armées des pays visités ainsi que les échanges avec les acteurs économiques et les diplomates leur permettront de mesurer concrètement la complexité et à la richesse du monde dans lequel ils vont évoluer.



Sources : © Marine nationale Droits : @ Marine nationale

## La France fait une croix sur son second porte-avions



L'affaire semble désormais entendue et faire consensus à droite comme à gauche, notamment chez les parlementaires. Faute de moyens, la France ne se dotera pas d'un second porte-avions et devrait encore, pendant au moins une quinzaine d'années, se contenter du Charles de Gaulle. Officiellement, aucune décision n'est encore prise. En 2008, lorsqu'il a mis fin au projet de coopération franco-britannique, qui aurait porté pour la Marine nationale sur la réalisation d'un bâtiment dérivé des unités de la classe Queen Elizabeth, Nicolas Sarkozy avait renvoyé à 2011/2012 sa décision concernant la construction ou non d'un second porte-avions français. Entre-temps, le chef de l'Etat avait demandé une étude pour déterminer les avantages et les inconvénients de la propulsion nucléaire par rapport à la propulsion classique. Cette dernière avait été retenue en 2004 par Jacques Chirac lorsque celui-ci avait voulu profiter du programme britannique pour lancer une coopération et, ainsi, tenter de « sanctuariser » le programme PA2. Toutefois, malgré les sommes déjà investies dans les études (plus de 100 millions d'euros) et la commande des catapultes aux Etats-Unis (qui fut par la suite annulée), le projet franco-britannique fut abandonné par le successeur de Jacques Chirac, et ce, pour la petite histoire, deux ans avant la signature d'un accord de défense qualifié d' « historique » entre Londres et Paris...



Nouveau design présenté en 2010 par DCNS (© : MER ET MARINE)

## Trop tardif et trop coûteux

Aujourd'hui, la situation est simple. Si, comme prévu, le PA2 dans sa version CVF-FR avait été commandé en 2008, son assemblage à Saint-Nazaire serait quasiment achevé et la mise en service aurait pu intervenir en 2015, à l'occasion du second arrêt technique majeur du Charles de Gaulle. Mais comme ce ne fut pas le cas, il faudrait désormais, si la commande était signée, attendre la fin de la décennie pour voir le bâtiment entrer en service. Même ceux qui défendaient le projet au nom de la nécessité d'assurer la permanence du groupe aéronaval n'y croient donc plus : « C'est trop tard maintenant car le PA2 arriverait alors que le Charles de Gaulle serait déjà à mi-vie », explique l'un d'eux. De plus, quand bien même il n'y aurait pas le problème de calendrier, les finances de l'Etat ne lui permettent pas de lancer une telle dépense, estimée à environ 3 milliards d'euros. « Il faut être honnête, il n'y a plus d'argent dans les caisses. Il va falloir que l'Etat se serre encore la ceinture et le ministère de la Défense, comme les autres, n'y échappera pas. Ce sera très dur pour les grands programmes déjà engagés, alors il n'est pas question d'y ajouter un porte-avions », estime un parlementaire.



meretmarine.com

Le Charles de Gaulle (© : EMA)

## Préparer l'après Charles de Gaulle

Dans ces conditions, il est désormais plutôt question de travailler sur le successeur de l'actuel porte-avions. Normalement, le Charles de Gaulle, opérationnel depuis 2001, a été conçu pour avoir une durée de vie de 40 ans. Mais sa construction, qui a débuté en 1987, a été retardée à quatre reprises pour des questions budgétaires, aboutissant à une mise en service 5 ans après la date initialement prévue. En outre, le fait que le bâtiment soit à propulsion nucléaire fera que, contrairement à d'autres navires, il ne pourra pas être prolongé indéfiniment, pour des questions de sûreté. Tant et si bien qu'on peut imaginer son retrait du service vers 2030, peut être même avant. Ce qui signifierait une mise en chantier de son successeur (ou de ses successeurs si les finances publiques se sont redressées d'ici là) au début des années 2020. Dans ce cas, le lancement des études interviendrait avant la fin de cette décennie. Pour permettre aux industriels de maintenir une partie de leur savoir-faire dans la conception de porte-avions, outils hautement complexes, il ne serait donc pas étonnant qu'une ligne budgétaire soit dégagée sur la loi de programmation militaire à partir de 2015, afin de débiter les études du futur porte-avions. Cela permettrait, au passage, de « sauver politiquement la face », en donnant l'impression que le projet n'est pas abandonné, mais repensé afin de tenir compte des réalités actuelles. Une pirouette qui permettrait encore de gagner de nombreuses années...

## Le concept du BPC Mistral séduit outre-Atlantique

7 février 2012 – 18:47

Engagé dans [l'exercice Bold Alligator 2012](#) au large des côtes américaines, le Bâtiment de Projection et de Commandement (BPC) Mistral a éveillé l'intérêt des spécialistes militaires d'outre-Atlantique, et en particulier ceux du magazine Defense News.

[Dans un article au titre flatteur](#), « Le BPC Mistral est une mine d'or de bonnes idées », la publication américaine estime que l'US Navy devrait étudier de près le concept de ce navire de la Marine nationale compte tenu des restrictions budgétaires qui vont affecter le Pentagone à compter de 2013.

Conçu selon des normes civiles, le BPC Mistral est en mesure d'embarquer 650 soldats, 90 véhicules et 16 hélicoptères, ce qui fait que ses capacités sont quasiment équivalentes à celles

des navires amphibies de la classe San Antonio (LPD-17), le tout pour un coût trois fois moins élevé.

Mieux encore : en raison de son automatisation poussée, le BPC est mis en oeuvre par deux fois moins de marins qu'il n'en faut pour armer l'USS San Antonio. Mais Defense News va encore plus loin en estimant que le Mistral a des capacités aériennes qui font penser à celles du navire d'assaut amphibie de la classe Wasp (sur ce point, toutefois, le nombre d'appareils embarqués est nettement à l'avantage du second). Et là, la différence de coûts est énorme puisque le bâtiment français revient 6 fois moins cher que le bateau américain.

D'où la conclusion de Defense News : « Dans l'ensemble, le Mistral est un navire intéressant, que les responsables américains devraient étudier de plus près ». Cela dit, il passera encore beaucoup d'eau sous les ponts avant que le Pentagone décide d'acheter des BPC « sur étagère »...

**PS :** Merci à C.W pour avoir signalé cet article de Defense News 😊

## Des locaux sur-mesure pour le fleuron de l'armée de l'air

Mise à jour : 10/02/2012 17:15

Vendredi 10 février 2012 à 10h45, les bâtiments «Général Pierre Pouyade» et «Sergent-chef Jean Calorbe» ont été inaugurés sous la présidence du général Guillaume Gelée, commandant les forces aériennes, sur la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan, commandée par le colonel Guillaume Letalenet.



Débuté le 25 octobre 2010, le chantier baptisé «RAF 3» est donc arrivé à son terme. Destinés à recevoir 350 aviateurs, du pilote au mécanicien, en passant par l'interpréteur images, les deux nouveaux bâtiments sont prêts. Après quinze mois de travaux, les clés de ces infrastructures modernes ont été remises aux futurs utilisateurs le 17 janvier dernier. Ces locaux sont réservés à l'accueil des Rafale reçus par la base aérienne 118 depuis septembre 2011 à l'usage de l'escadron de chasse 2/30 et de l'escadron de soutien

technique aéronautique (ESTA) 2E/118 «Chalosse». D'où la nécessité d'avoir construit le bâtiment en fonction des spécificités techniques nécessaires à la maintenance du Rafale, dans le respect des normes environnementales.

La conduite des opérations a été menée par le service national d'ingénierie aéroportuaire de Mont-de-Marsan, le maître d'ouvrage étant l'établissement de soutien à l'infrastructure de la Défense de Bordeaux. La mise en œuvre de cette architecture au profil complexe a nécessité l'intervention d'une quarantaine d'entreprises, essentiellement locales.



Les aviateurs de l'escadron de chasse 2/30 et les mécaniciens de l'ESTA vont ainsi bénéficier de ces ateliers sur-mesure et avant-gardistes pour la maintenance de l'ensemble de la flotte Rafale dont la livraison s'achèvera en 2012.

### Chiffres clés du nouveau bâtiment

15 mois de travaux

20 millions d'euros

30 mètres, la hauteur de la grue

5 halls de maintenance : Deux Rafale par hall

200 salles dans les bâtiments

6 660 m<sup>2</sup> de surface au sol

45 entreprises ont travaillé sur le chantier



Sources : Armée de l'air Droits : Armée de l'air

## Le soutien à l'honneur

Mise à jour : 09/02/2012 16:43 - Auteur : Asp Alexandra Lesur

Le 6 février 2012, les unités et services techniques engagés dans l'opération *Harmattan*, menée dans le ciel libyen en 2011, ont été mis à l'honneur sur la base aérienne 106 de Bordeaux.



Présidée le général Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA), cette journée a célébré l'action remarquable « *des forces du soutien qui ont su se mobiliser avec une réactivité exceptionnelle pour préparer, soutenir, puis désengager nos forces aériennes* ».

À ce titre, une cérémonie s'est déroulée à 14 heures en présence de tous les fanions des unités du commandement du soutien des forces aériennes (CSFA). Un Mirage 2000-5, un Mirage 2000 N, un F1 CR, un Rafale, deux stations Syracuse, un missile de croisière SCALP, des bombes guidées laser GBU 49 et 12 étaient notamment exposés.

La journée s'est poursuivie par un séminaire intitulé « *Harmattan, le soutien opérationnel au cœur de l'intervention en Libye* ». Le général Jean-Marc Laurent, commandant le CSFA, a d'ailleurs introduit cette conférence en rappelant « *l'importance des capacités technico-opérationnelles de l'armée de l'air* ». Puis, au travers de témoignages de mécaniciens ayant vécu les interventions dans le ciel libyen, six grands thèmes ont été abordés : « *montée en puissance des systèmes d'arme* », « *dimension expéditionnaire d'Harmattan* », « *création d'un cyber-réseau en*

Méditerranée », « intégration du soutien de l'armée de l'air aux moyens interarmées embarqués », « diversité et modernité des armements » et « dynamique de la manœuvre logistique ».

Ce séminaire a souligné les qualités professionnelles et humaines des hommes et des femmes mobilisés dans les opérations. Le Lieutenant-colonel Valérie Godin, chef de l'escadron du soutien technique aéronautique de Saint-Dizier, a ainsi valorisé « *le travail de nuit en équipe, H24 et « hors normes » du personnel du soutien* ». Qualités rappelées par le CEMAA en conclusion de cette journée.

[Interview du général Paloméros, "les défis du maintien en condition opérationnelle"](#) (format pdf, 173 kB).



[Cliquez ici pour voir le diaporama "Opération Harmattan : le soutien à l'honneur"](#)

Sources : Armée de l'air    Droits : Armée de l'air

## Visite du CEMAA à Clermont-Ferrand

Mise à jour : 10/02/2012 10:23

Le général Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA), a visité l'atelier industriel de l'aéronautique (AIA) de Clermont-Ferrand, le jeudi 9 février 2012.



Accueilli par l'ingénieur général de l'armement Philippe Castellani, directeur de l'établissement, il était accompagné de l'ingénieur général de l'armement hors classe Patrick Dufour, directeur central du service industriel de l'aéronautique (SIAé).

Le CEMAA a assisté à une présentation des activités et des enjeux de l'AIA de Clermont-Ferrand. Il a pu ainsi se rendre compte des

compétences et du savoir-faire du personnel dans le domaine de la [maintenance aéronautique](#) de niveau industriel. Le général Paloméros a ensuite rencontré les présidents de catégorie et les organisations syndicales, lors de tables rondes.

L'après-midi a été consacrée à la visite dynamique de différents ateliers (Transall, [Mirage 2000](#), Rafale et Xingu). À cette occasion, le CEMAA a pu échanger avec le personnel de l'établissement. En plus d'assurer la maintenance des cellules et des équipements des aéronefs, l'AIA de Clermont-Ferrand gère des chantiers de modernisation et de transformation.



Les ateliers industriels de l'aéronautique assurent la maintenance aéronautique des matériels aériens de la Défense et sont placés sous l'autorité du SIAé, rattaché à l'armée de l'air depuis le 1er janvier 2008. Actuellement, ils sont au nombre de cinq : Ambérieu, Bretagne, Bordeaux, Clermont-Ferrand et Cuers-Pierrefeu.

[Article d'Air Actualités sur l'AIA de Clermont-Ferrand](#) (format pdf, 159 kB).

Sources : Armée de l'air Droits : Armée de l'air

## L'hélicoptère Caïman arrive dans l'armée de terre (actualisé)

**Le nouvel appareil ne sera pas opérationnel à temps pour être engagé en Afghanistan**



Le premier Caïman, le nom du NH-90 dans les armées françaises, a été livré le 22 décembre dernier à la Section technique de l'armée de terre (Stat) de Valence. Il était temps ! L'hélicoptère

européen a effectué son premier vol le 18 décembre 1995, seize ans auparavant... Et, selon le calendrier prévu, le premier module de quatre Caïman projetables sera disponible durant l'été 2014. Trop tard donc pour le théâtre afghan.

Le Caïman est [en service dans la Marine nationale](#) depuis fin 2011.

Dans l'armée de terre, le Caïman doit succéder au Puma comme hélicoptère de manoeuvre, c'est-à-dire comme véritable bête de somme. Il y a urgence, car les 90 Puma de l'Alat ont quarante ans de moyenne d'âge...

Pour le ministère de la Défense, l'objectif est d'acquérir 133 Caïman Terre, afin de remplir le contrat opérationnel d'environ 90 hélicoptères déployables. Pour l'instant, seulement 34 ont été commandés et, fin janvier, le ministre de la défense a promis la commande, cette année, d'une nouvelle tranche de 34. Soit un total de 68. Les livraisons s'étaleront jusqu'en 2020, à raison donc d'environ huit par an. Quant aux commandes suivantes (65), elles interviendront plus tard... Sachant qu'il faut quatre ans entre la commande et la livraison.

Après la STAT, le Centre de formation interarmées (CFIA) du Luc (Var) recevra huit appareils, sur lesquels les pilotes et les mécaniciens seront formés. Les premiers équipages devraient être opérationnels fin 2013, date à laquelle les premiers Caïman arriveront au 1er régiment d'hélicoptères de combat (RHC) de Phalsbourg. C'est ce régiment qui assurera la montée en puissance du premier module projetable à l'été 2014. Après le 1er RHC, le 5ème RHC de Pau recevra des Caimans. A terme, les quatre régiments de l'Alat en seront équipés, y compris le 4ème RHFS (forces spéciales).

Au sein de l'Alat, les régiments sont désormais hétérogènes, au sens où ils sont dotés à la fois d'hélicoptère de combat (Gazelle, Tigre) et de manoeuvre (Puma, Cougar, Caracal et maintenant Caïman). Au sein des régiments, la structure de base est le Bataillon.

Le Caïman est évidemment une machine beaucoup plus sophistiquée que le Puma qu'il remplace. L'armée de terre reçoit ses Caiman en version Full Operational Capability, qui n'auront pas besoin d'être reprofités pour être mis au niveau souhaité.

Son autonomie est supérieure (5 heures), soit 1300 kilomètres. Il est prévu qu'il puisse être ravitaillé en vol. Son moteur (MRT 322) lui permet d'opérer dans de meilleures conditions à haute altitude et par temps chaud. Son autoprotection est installée sur les modèles de série (détecteur d'alerte laser, radar, missile) et il peut voler dans des conditions plus dégradées, grâce à son Flir (infrarouge) ou son détecteur d'obstacles. Il peut être armé de deux mitrailleuses de sabord Mag-58, de 7,62 mm pour son autodéfense. Une rampe d'accès à l'arrière permet de débarquer plus rapidement, voire d'embarquer des véhicules légers. Il peut transporter de 12 à 14 combattants équipés. Des critiques ont été formulées sur son train d'atterrissage que certains jugent trop bas : une garde au sol trop faible pourrait poser des problèmes pour des posers "dans la verte". Plus moderne, il remplira les mêmes missions que le Puma. En cela, son arrivée ne constituera pas la même "révolution" que celle du Tigre par rapport à la Gazelle.

Depuis son arrivée à Valence, le premier Caïman de l'Alat a volé plus d'une trentaine d'heures, ne connaissant qu'une seule panne, réglée dans la journée. Les marins qui l'utilisent depuis quelques mois témoignent également de ses qualités de vol extraordinaires.

Seul point qui pose encore problème : la maintenance très lourde de cet nouvel hélicoptère. Il faut compter 15 heures d'entretien pour 1 heure de vol. Ses utilisateurs espèrent ramener ce chiffre à 10 pour 1.

Fabriqués par NH Industries (Eurocopter 62,5%, AgustaWestland 32% et Fokker 5,5%), le NH 90 a souffert des problèmes de tous les programmes européens multinationaux. Au total, 529 appareils ont été commandés par quatorze pays (11 en Europe, plus l'Australie, la Nouvelle-Zélande et Oman) dans pas moins de 23 versions différentes. Au plan industriel, on compte six chaînes d'assemblage, en France, Allemagne, Italie, Finlande, Australie et Espagne...

*(Merci de l'aide du LCL Alexis Durand de l'EMAT)*



Jeudi 9 Février 2012, Jean-Dominique Merchet

**Le CEMAT loue l'action de l'ALAT et fait ses comptes (actualisé-1)**



*Un Tigre aux couleurs de la confrérie Tiger coiffe le Caïman confié au GAMSTAT. Il ne faisait pas chaud, aujourd'hui, portières ouvertes, au-dessus de la Drôme. Peut-être ce qui explique l'absence d'intérêt de la presse, moitié moins nombreuse que pour l'arrivée du Caïman dans la marine, il y a deux mois*

*(photo : Jean-Marc Tanguy).*

Le **CEMAT** a volé aujourd'hui sur Caïman, entre Orange et Valence, base du **GAMSTAT**. Il s'est félicité de l'arrivée du nouveau appareil, 20 ans après le lancement du programme. 34 appareils ont déjà été commandés fermes, 34 autres doivent l'être cette année. Et le CEMAT en espère "encore un certain nombre, j'espère que ce sera en nombre suffisant" a-t-il déclaré devant la presse.

La cible de l'ALAT porte sur 133 machines. Le magazine Air&Cosmos annonçait vendredi qu'il ne fallait pas attendre de commande supplémentaire au-delà des 68 premiers appareils.

Selon le CEMAT, au moins une autre commande doit intervenir en 2015. Un dossier de presse évoque la commande des "65 suivants" à partir de cette date.

Comme son prédécesseur, le CEMAT a marqué son attachement à l'ALAT en évoquant les résultats obtenus en Libye et en Afghanistan. "Nos hélicoptères sauvent des vies en Afghanistan (1), et le Tigre a gagné sur ce théâtre ses lettres de noblesses" a-t-il constaté en ajoutant : "les fantassins de Kapisa nous disent que la seule apparition du Tigre produit un effet immédiat". Et le COMALAT d'ajouter : "maintenant, ce sont même les Afghans qui le disent."

Le général **Ract-Madoux** a aussi rappelé en trois chiffres l'engagement de l'ALAT en Libye. "45% des cibles détruites par la France l'ont été par l'ALAT, qui a agi avec une empreinte particulièrement faible : 15 machines, pour seulement 10% du coût d'Harmattan".

A l'heure des choix budgétaires, un rappel chiffré qui tombe à pic.

(1) l'ISAF a annoncé aujourd'hui la perte d'un hélicoptère en RC-East. Les occupants sont indemnes selon la même source, qui, conformément à ses habitudes, ne donne pas la nationalité ni le type de l'engin.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/06/2012 09:09:00 PM](#)

## **La der des ders pour l'Escadron de chasse 1/12 Cambrésis**

7 février 2012 – 17:53



En mars prochain, et après 60 ans d'existence, [l'Escadron de chasse 1/12 Cambrésis](#) repliera (définitivement?) ses ailes, comme l'a fait, trois ans plus tôt, le [2/12 Picardie](#), son alter-ego de la base aérienne 103 « Commandant Mouchotte » de Cambrai, également appelée à disparaître.

Cependant, malgré l'imminence de sa dissolution, cet escadron spécialisé dans la police du ciel continue ses missions avec ses Mirage 2000 C/RDI, qu'il met en oeuvre depuis 1992. Ainsi, il est déployé jusqu'au 10 février prochain sur la base de Solenzara, en Corse, pour son ultime campagne de tirs.

« Malgré le fait que ça soit notre dernière campagne, nous maintenons nos objectifs d'instruction. Deux de nos jeunes pilotes sont en train de passer leur qualification de tir air-air. Il s'agit de la priorité de cette campagne » a expliqué le commandant Raulot, le chef opérations de l'escadron, sur le site Internet de l'armée de l'Air.

Créé à Mont-de-Marsan en mai 1952, l'EC 1/12 Cambrésis a d'abord été équipé par des avions MD 450 Ouragan, qu'il en ensuite délaissés, en 1955, pour des Mystère IV. En 1959, l'escadron perçoit des Super Mystère B2, qu'il va garder pendant 17 ans, c'est à dire jusqu'à l'arrivée du Mirage F1 C, avec lequel il participera aux opérations Manta et Epervier au Tchad et Meteil au Qatar (1990).

Le 1/12 Cambresis a un statut un peu particulier au sein de l'armée de l'Air dans la mesure où il fait partie des unités qui ont fondé, en 1960, la Tiger Meet Association, laquelle admettra un peu plus tard dans ses rangs l'Escadron de Chasse et d'Expérimentation 05.330 Côte d'Argent de Mont-de-Marsan.

Aussi, la journée du 30 mars prochain, qui sera marquée par la mise en sommeil du 1/12 Cambrésis et la célébration de son 60ème anniversaire, sera celle aussi du transfert de l'escadrille SPA 162 Tigre à l'Escadron de chasse 1/7 Provence de Saint-Dizier.

Quant aux Mirage 2000 C/RDI du Cambrésis, ils doivent en principe être reversés à l'escadron 2/5 Île-de-France, basé à Orange.

# Déjà 6 mois de retard pour la version française du drone Heron TP?

6 février 2012 – 18:19

Choisie pour équiper l'armée de l'Air à l'occasion d'un comité ministériel d'investissement (CMI) en juillet 2011 au détriment du MQ-9 Reaper du constructeur américain General Atomics, la version française du drone MALE (Moyenne Altitude Longue Endurance), proposée par Dassault Aviation en collaboration avec Israel Aerospace Industries (IAI) accuserait déjà un retard « d'au moins 6 mois » si l'on en croit [les informations du quotidien Les Echos](#).

En cause, la liaison par satellite de l'appareil qui, en l'état actuel des choses ne serait pas assez performante pour les besoins de l'armée de l'Air. Et tant qu'une solution satisfaisante à ce problème ne sera pas trouvée, le contrat ne devrait pas être conclu en avril, comme prévu, mais au mieux, à l'automne prochain.

Cela étant, le journal économique indique qu'il serait question d'adapter le système de transmission par satellite qui équipe les actuels drones Harfang, censés être remplacés par les Heron TP au premier semestre 2014.

L'étude de cette solution devrait prendre au moins trois mois. Et le dossier ne devrait pas avancer pendant la campagne électorale qui s'annonce, ce qui repousse donc d'autant la signature du contrat, et, par conséquent, la livraison du premier appareil.

Quoi qu'il en soit, cette péripétie donnera du grain à moudre à ceux qui se sont opposés à l'achat du drone Heron TP, lui préférant le Reaper américain, qui a l'avantage d'être à la fois moins cher et éprouvé en situation de combat.

Ainsi, le Sénat avait contesté le choix du ministère de la Défense en ne laissant que les crédits nécessaires à l'achat de l'appareil de General Atomics, à l'occasion des débats portant sur le projet de loi de finance 2012.

Mais l'Assemblée nationale avait finalement rétabli les 300 millions d'euros de budget annulés par les sénateurs, en donnant ainsi raison au ministre de la Défense, Gérard Longuet, pour qui le choix du Heron TP francisé était une question de « souveraineté nationale » dans l'attente du projet de drone franco-britannique Telemos.

## Le point sur le programme des futurs porte-avions britanniques



Vue du futur porte-avions HMS Prince of Wales  
crédits : BAE SYSTEMS

07/02/2012

Débutée le 26 mai dernier, la construction du second porte-avions britannique se poursuit en vue d'une livraison en 2019. En cours d'assemblage à Rosyth, en Ecosse, son aîné, le HMS Queen Elizabeth, doit être lancé en 2014 et mis en service deux ans plus tard. Ce bâtiment a conservé le design initial du projet Carrier Vessel Future (CVF), avec sur l'avant un tremplin pour la mise en oeuvre d'avions à décollage court et appontage vertical F-35B. Mais l'acquisition de cette version du Joint Strike Fighter (JSF) a été abandonnée fin 2010 par le gouvernement britannique, qui lui a préféré la variante catapultée, le F-35C, adoptée par l'US Navy pour remplacer les F/A-18 Hornet existants. Ce changement brutal d'appareil a entraîné de lourdes conséquences pour le programme des porte-avions britanniques et pour la Royal Navy. D'abord, il a été décidé, puisque les Harrier à décollage court et appontage vertical n'auraient pas de successeurs, de les arrêter prématurément afin de réaliser des économies. En novembre 2010, les appareils ont été retirés du service, alors que le porte-aéronefs HMS Ark Royal a lui aussi été désarmé en janvier 2011. Depuis, la Royal Navy ne dispose plus que de porte-hélicoptères, soit le HMS Ocean ainsi que le HMS Illustrious. Celui-ci, dernier des trois porte-aéronefs du type Invincible encore en activité, restera en service jusqu'à l'arrivée du HMS Queen Elizabeth, qui sera lui aussi uniquement utilisé en tant que porte-hélicoptères.



Le futur HMS Prince of Wales (© : ACA)

## Le changement de design implique de grosses modifications

Pour voir renaître la chasse embarquée britannique, il faudra donc attendre la livraison du HMS Prince of Wales, au mieux en 2019. Par rapport au planning initial, l'achèvement de ce bâtiment a été retardé de trois ans, celle de son aîné ayant un an de retard. Un délai mis à profit des industriels menant le projet (BAE Systems, Thales et Babcock, réunis avec le ministère britannique de la défense au sein de l'Aircraft Carrier Alliance - ACA) pour modifier les plans du Prince of Wales. Le remplacement du F-35B par le F-35C implique, en effet, de lourdes modifications par rapport au design initial. A ce titre, les Britanniques ont sans doute pu bénéficier des travaux réalisés entre 2006 et 2008 avec les Français, qui projetaient alors de réaliser une version à catapultes du CVF, dont le design avait légèrement évolué (avec des réserves d'espaces notamment) pour répondre aux besoins de la Marine nationale. Malgré tout, le passage du Queen Elizabeth au Prince of Wales demeure un véritable challenge technique.



*Le design du Prince of Wales (© : ACA)*



*Le design du Prince of Wales (© : ACA)*

Il faut, en effet, supprimer le tremplin et mettre en place deux catapultes de 90 mètres de long, tout en installant une piste oblique dotée de trois brins d'arrêt et d'une barrière de secours. Ces équipements nécessitent un réaménagement des locaux situés sous le pont d'envol afin d'installer la machinerie associée, par exemple les presses de freins. Par rapport au Queen Elizabeth, le Prince of Wales demandera aussi plus de puissance, notamment du fait des catapultes, qui ne seront pas à vapeur mais électromagnétiques, comme celles des nouveaux porte-avions américains de la classe Gerald R. Ford (type CVN 21). Par chance, les Britanniques avaient opté dès le départ pour la nouvelle turbine à gaz MT30 de Rolls-Royce, la plus puissante du marché, qui développe 36MW avec, selon le motoriste britannique, des marges de progression appréciables. En dehors de ses deux turbines à gaz, le porte-avions disposera d'une propulsion intégrée tout-électrique (IFEP) développée par Converteam, les deux lignes d'arbres dotées d'une hélice de 33 tonnes étant entraînées chacune par deux moteurs asynchrones. L'ensemble de l'appareil propulsif développera 80MW, soit environ 50.000 cv sur chacune des deux lignes d'arbres, la vitesse du bâtiment devant pouvoir atteindre 25 noeuds.

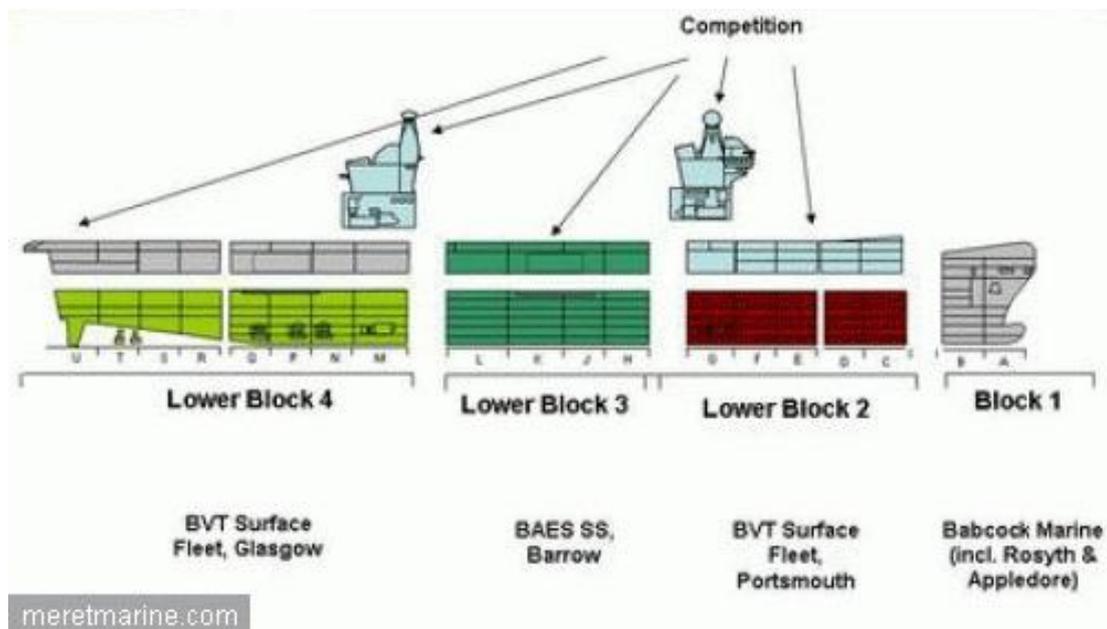
Concernant la modification du pont d'envol, BAE Systems a développé à Warton un simulateur permettant de valider le nouveau design du Prince of Wales, notamment pour l'appontage des F-35C. Des tests sont, notamment, réalisés avec des pilotes de F/A-18 américains, rompus aux manoeuvres d'approche et d'appontage sur les porte-avions dotés d'une piste oblique et de brins d'arrêt.



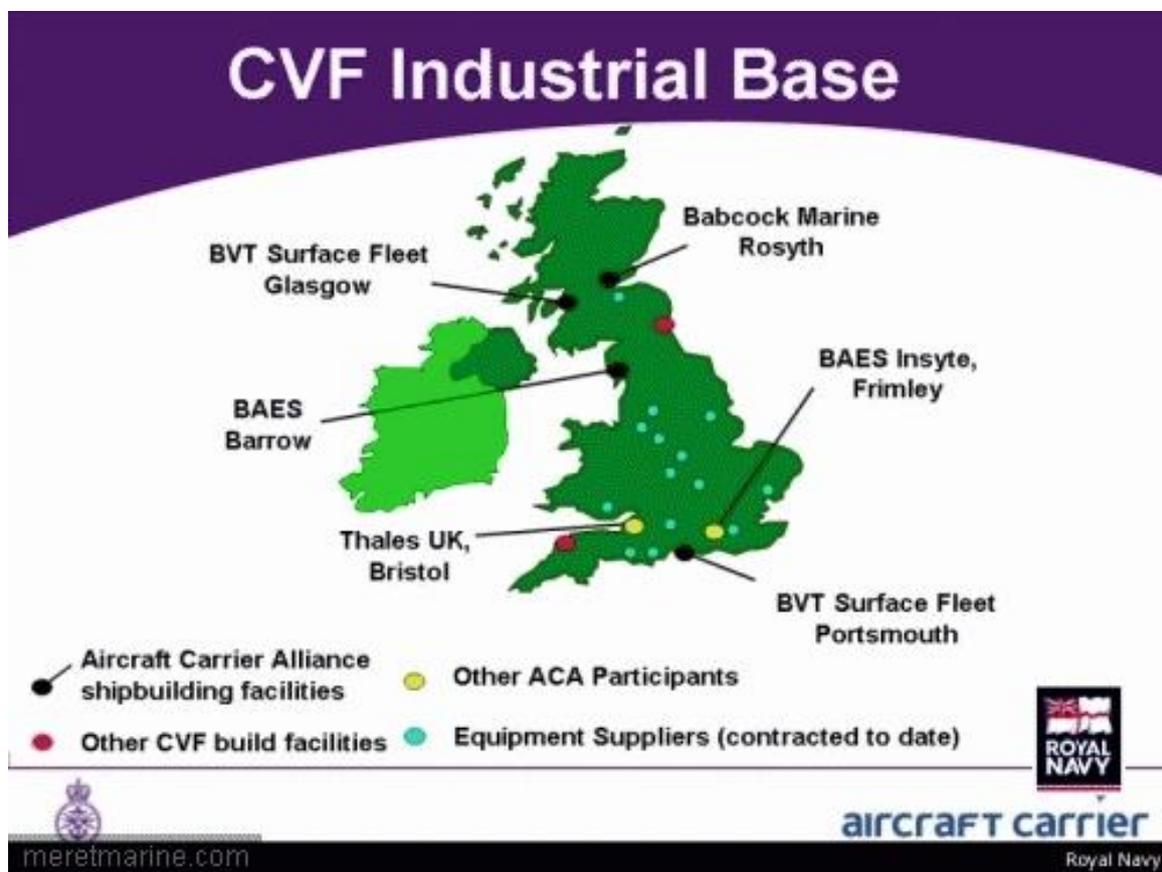
Le simulateur de Warton (© : ACA)



(© : ACA)



(© : MOD)



(© : MOD)

### Un montage industriel complexe

Comme son aîné, le HMS Prince of Wales est réalisé en méga-blocs par cinq chantiers différents (les sites BAE Systems de Glasgow, Barrow et Portsmouth, ainsi que les sites Babcock d'Appledore et Rosyth), les différentes sections étant ensuite acheminées par barge jusqu'à Rosyth, où Babcock procède à l'assemblage dans une vaste cale sèche réaménagée pour l'occasion et surmontée d'un portique flambant neuf. D'une capacité de levage de 1000 tonnes, « Goliath », qui a été construit en Chine par ZMPC, est arrivé en Ecosse en mars 2011. Après la mise sur cale du premier bloc, l'assemblage du HMS Queen Elizabeth a débuté en septembre dernier. Quant au bâtiment suivant, la découpe de la première tôle est intervenue en mai au chantier BAE Systems de Govan. Au niveau des équipements, le programme suit également son cours. Rolls-Royce, qui a déjà livré les deux MT30 du Queen Elizabeth assemblées et testées sur

son usine de Bristol, ainsi que les hélices du bâtiment ou encore ses ailerons stabilisateurs, a annoncé hier que son site de Newcastle avait achevé les différents éléments des lignes d'arbres des bâtiments. Et le groupe travaille déjà sur les turbines du Prince of Wales, tout comme Converteam sur les moteurs.



meretmarine.com

L'un des moteurs asynchrones fournis par Converteam (© : BAE SYSTEMS)



meretmarine.com

Turbine MT30 (© : ROLLS-ROYCE)



meretmarine.com  
Éléments de ligne d'arbres du Queen Elizabeth (© : ROLLS-ROYCE)



meretmarine.com  
Hélice du Queen Elizabeth (© : ROLLS-ROYCE)

Concernant la construction en méga-blocs, le montage industriel se révèle complexe et la réalisation dans un seul chantier aurait sans nul doute été plus efficace. Mais cette répartition est avant tout le fruit d'un compromis politique, le gouvernement souhaitant à l'occasion de son programme majeur, qui représente 10.000 emplois sur tout le territoire, fédérer les industriels britanniques en vue d'impulser des rapprochements. Ce fut le cas avec le chantier de Portsmouth (anciennement Vosper Thornycroft puis BVT Surface Fleet) qui a été absorbé par BAE Systems.



Remorquage du bulbe d'étrave du QE en 2010 (© : ACA)



Blocs du Queen Elizabeth à Govan (© : ACA)



meretmarine.com  
Une partie de l'étrave du Prince of Wales à Appledore (© : ACA)



meretmarine.com  
Méga-bloc du Queen Elizabeth en cale à Rosyth (© : ACA)

## La question des avions

Quant aux avions, les pilotes britanniques vont d'abord se faire la main sur un premier F-35B, sorti de l'usine américaine de Lockheed Martin en novembre et dont la réalisation était déjà lancée lorsque le contrat a été modifié pour passer au F-35C. Offrant une autonomie et des capacités d'emport supérieures par rapport au F-35B, le F-35C doit être mis en service en 2018 au sein de la Royal Navy, alors que la Royal Air Force doit toucher au même moment la version conventionnelle du JSF, le F-35A. Mais les militaires britanniques craignent de nouveaux retards dans le programme. Ce qui a poussé le mois dernier l'amiral Trevor Soar, ancien chef d'état-major de la marine britannique, à estimer qu'il faudrait envisager, au cas où, un avion de remplacement, comme le Rafale français ou le F/A-18 Super Hornet de l'Américain Boeing. Dans tous les cas, la Royal Navy, privée durant une décennie d'aviation embarquée, devra recouvrer cette capacité, ce qui prendra du temps. Pour y parvenir, les Britanniques comptent s'appuyer sur les Américains en ce qui concerne la formation des pilotes. Une coopération est également envisagée avec les

Français, mais plutôt sur les aspects d'entrainement, les pilotes français réalisant eux-aussi leur formation initiale aux Etats-Unis.



meretmarine.com

Premier prototype du F-35C (© : LOCKHEED MARTIN)



meretmarine.com

Premier prototype du F-35C (© : LOCKHEED MARTIN)



meretmarine.com

Premier prototype du F-35C (© : LOCKHEED MARTIN)



meretmarine.com

Prototype du F-35B (© : LOCKHEED MARTIN)



Prototype du F-35B (© : LOCKHEED MARTIN)

## Les plus gros bâtiments militaires construits jusqu'ici en Europe

Longs de 280 mètres pour une largeur maximale de 70 mètres et une hauteur de 56 mètres entre la quille et la pomme de mât, les deux futurs porte-avions britanniques afficheront un tirant d'eau de 11 mètres et présenteront un déplacement d'environ 65.000 tonnes en charge. Ils seront, tout simplement, les plus gros bâtiments de guerre réalisés jusque là en Europe. Dotés de deux îlots avec deux « passerelles », une à l'avant dédiée aux manoeuvres nautiques et celle de l'arrière consacrée aux manoeuvres aériennes, les porte-avions disposeront d'un radar de veille longue portée et d'un radar tridimensionnel. L'armement sera consacré à l'auto-défense rapprochée, avec des systèmes multitubes Phalanx et des canons télé-opérés de 30mm, complétés par des moyens de guerre électronique et des lance-leurres. Il n'y aura pas à bord de missiles surface-air de type Aster, la Royal Navy se reposant sur les destroyers du type 45 (et la chasse embarquée pour le Prince of Wales) afin d'assurer la protection des bâtiments à grande distance. Au niveau des installations aéronautiques, le pont d'envol aura une surface de près de 16.000 m<sup>2</sup> et disposera, sur tribord, de deux ascenseurs d'une capacité de 70 tonnes capables chacun de supporter deux avions. Ces ascenseurs relieront le pont d'envol à un hangar, long de 160 mètres et large de 29 mètres, capable d'abriter 20 avions.

Ces navires ont été conçus pour mettre en oeuvre 40 aéronefs, dont 36 F-35, avec un équipage de 1500 marins (dont au moins 700 pour le groupe aérien embarqué) et un état-major de 100 personnes.



(© : ACA)

## Porte-hélicoptères d'assaut plus que porte-avions ?

Fin 2010, le gouvernement britannique avait, néanmoins, indiqué que le futur Prince of Wales embarquerait 12 appareils du type F-35C. Ce chiffre avait beaucoup surpris les observateurs compte tenu de son décalage avec les capacités d'emport réelles du bâtiment. En fait, cela pourrait tenir non seulement à une question de coûts, mais aussi à une évolution du concept de porte-avions de la Royal Navy. Le futur Prince of Wales pourrait, ainsi, plus tenir du porte-hélicoptères d'assaut que de l'outil tel que conceptualisé jusqu'ici. Au sein d'une force expéditionnaire comprenant ou non des transports de chalands de débarquement, le bâtiment aurait plutôt un rôle de projection de forces aéromobiles, avec une capacité très importante d'accueil d'hélicoptères (une bonne trentaine) et de troupes (plus de 600 hommes) pour mener à bien des assauts héliportés dans le cadre d'opérations amphibies. Le groupe aérien, réduit à une douzaine d'appareils, servirait alors uniquement à couvrir la force aéronavale et lancer quelques raids en mer ou sur la côte.



Ce ne sera que dans les années à venir que l'on saura ce que les stratèges britanniques comptent réellement faire du bâtiment. S'ils souhaitent utiliser le Prince of Wales comme un véritable porte-avions, il faudra en tous cas que la Fleet Air Arm dispose au moins d'une cinquantaine de F-35C afin de couvrir les besoins opérationnels tout en prenant en compte les nécessités d'entraînement et de maintenance. Il conviendra aussi de voir si les Britanniques, comme les Américains et les Français, achèteront des avions de guet aérien Hawkeye, ou bien s'ils continueront à confier les missions d'alerte lointaine à des hélicoptères (actuellement des Sea King, un projet d'adaptation de Merlin étant aussi à l'étude pour leur succéder).

Quant au Queen Elizabeth, soit il sera conservé pour remplacer l'Ocean, soit il sera vendu. S'il est cédé, ce ne sera en tous cas pas à la France, qui a étudié la possibilité de récupérer la coque et de l'adapter à la mise en oeuvre du Rafale Marine. Mais il s'est avéré, selon le Chef d'état-major des Armées, qu'un tel chantier serait bien trop onéreux.

## La Corée du Nord a « bidouillé » un drone

6 février 2012 – 15:10



D'après l'agence de presse sud-coréenne Yonhap, la Corée du Nord serait en train de développer un drone propulsé par un moteur à réaction et supposé pouvoir évoluer à une vitesse maximale de 925 km/h et atteindre une altitude supérieure à 12.000 mètres.

Toujours d'après la même source, qui cite un haut responsable militaire sud-coréen, Pyongyang aurait le projet d'en déployer plusieurs exemplaire le long de la frontière entre les deux Corées.

Seulement, ce drone n'est absolument une nouveauté. En fait, sa conception serait basée sur le MQM-107D Streaker, qui, conçu dans les années 1970 par Beech Aircraft (racheté par Raytheon depuis), sert notamment à l'US Air Force de cible pour les essais de missiles air-air.

Comment la Corée du Nord a pu mettre la main sur ce type d'engin? Pour Yonhap, étant donné que le Streaker a été exporté dans une douzaine de pays, il est probable que Pyongyang en ait acheté un ou plusieurs exemplaires auprès d'un pays du Moyen Orient.

Il est également possible que la Corée du Nord ait bénéficié de complicités pour mettre la main sur ce type de drone en puisant dans le stock sud-coréen, Séoul en ayant acquis un certain nombre par le passé.

Quoi qu'il en soit, la source militaire sud-coréenne de l'agence Yonhap a précisé que, pour le moment, les essais nord-coréens pour armer ces drones « bidouillés » se sont soldés par des échecs. S'il était si simple de concevoir un drone, cela se saurait...

**Inde : le Rafale était 15 à 20% moins cher que l'Eurofighter**



Selon nos informations, le prix proposé par le GIE Rafale (Dassault, Thales, Snecma) pour 126 avions de combat était inférieur de 15 à 20% au prix proposé par son concurrent, l'Eurofighter Typhoon, proposé par le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Le prix - à la fois coût d'acquisition et d'utilisation - est donc bien l'une des principales raisons du choix indien d'ouvrir des négociations exclusives avec la France.

L'appel d'offres avait été rendu public en 2007. A l'origine, six avions étaient en concurrence : le F-16, le F-18, le Gripen, le Mig 35, le Typhoon et le Rafale. Les quatre premiers ont d'abord été éliminés pour des raisons technico-opérationnelles. L'arbitrage final, sur la question des prix, s'est fait entre le Typhoon et le Rafale.

C'est la première fois dans une histoire que Dassault remporte une telle compétition, à la fois technico-opérationnelle et financière : ces nombreux contrats précédents avaient été conclus par des accords de gré à gré. D'où la satisfaction qui règne chez Dassault-Aviation, même si les patrons comme les salariés savent qu'il reste un long chemin à parcourir avant la signature définitive du contrat.

Combien de temps cela prendra-t-il ? Personne n'en sait rien, mais les Indiens (qui ont jusqu'à présent tenu leur calendrier sur ce dossier) semblent désireux d'aller assez vite - sans doute avec une réponse dans l'année 2012. Ensuite, il faudra près de trois ans avant que le premier appareil soit livré. Cela nous mène vers 2016, pas avant...

D'aucuns s'inquiètent des conditions du contrat, notamment en terme de délocalisations et de transferts de technologie. Les 18 premiers appareils doivent être construits en France et le 108 suivants assemblés en Inde, chez Hindustan Aeronautics Limited à Bangalore. Ce n'est pas une surprise : cette clause figurait dans l'appel d'offres ! Il en aurait donc été de même si un autre industriel avait remporté le marché.

Quand aux transferts de technologie, ils font aujourd'hui partie de la règle du jeu : impossible de vendre quoi que ce soit à une puissance émergente sans compensations de la sorte. Si on le

refuse, au nom de la sacro-sainte préservation des technologies françaises, on s'exclut tout simplement du jeu... Les Sukhoïs russes qui équipent l'Indian Air Force sont ainsi assemblés sur place. Lorsque Sud-Aviation a vendu des Alouette II à l'Inde, la France a accepté qu'elles soient assemblées par Hindustan Aeronautics sous le nom de Lama, puis de Cheetah. Faut-il s'offusquer qu'un pays qui s'apprête à mettre plus de dix milliards d'euros sur la table pour acquérir des avions de chasse s'attende, en retour, à quelques retombées industrielles dans son pays ?

Faisons, à ce propos, attention aux mots : les avions seront assemblés en Inde. Assemblés ne veut pas dire entièrement construits, et encore moins conçus, en Inde. Des pièces seront produites en France puis acheminées sur la chaîne d'assemblage de Bangalore. Pour quel montant ? Dans quels domaines ? C'est justement l'objet des négociations qui s'ouvrent. L'Inde s'attendrait à des compensations portant sur environ la moitié du montant du contrat.

L'Inde cherche à devenir une puissance aéronautique. Elle coopère déjà étroitement avec la Russie sur des programmes de haute technologie comme le chasseur T-50 de quatrième génération ou le missile de croisière supersonique BrahMos. L'Inde tente de concevoir son propre avion de combat léger, le Tejas.

L'Inde est, par ailleurs, un client de longue date de la France. Elle fut même le premier client à l'exportation pour Dassault, avec l'Ouragan (104 appareils au total) dès 1953. Elle acheta ensuite des Mystère IV A, puis des Mirage 2000 toujours en service. L'Inde fut également cliente pour le Jaguar franco-britannique. La caractéristique de tous ces appareils est qu'ils ont participé à des opérations de guerre au sein de l'Indian Air Force, en particulier contre le Pakistan. En 1999, les Mirage 2000 sont intervenus dans les combats de Kargil.

On sait enfin que l'Inde souhaite se doter d'une véritable force aéronavale avec des porte-avions. A ce titre, le Rafale Marine pourrait également intéresser New Delhi. Mais c'est, déjà, une autre histoire...

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Dimanche 5 Février 2012 à 14:12

## Inde : et avec vos Rafale, vous voulez quoi ?

Le Point.fr - Publié le 09/02/2012 à 17:15 - Modifié le 10/02/2012 à 10:16

Les négociations n'ont pas encore commencé avec les Indiens que bien des questions se posent. Entre autres, les Indiens exigent 50 % de compensations. Ça promet...



Les négociations avec l'Inde pour la vente de 126 Rafale s'annoncent délicates. © Cyril Davesne / AFP

On le sait : le contrat du Rafale en Inde est encore loin d'être signé. Il faut dire que les sommes concernées (autour de 10 milliards d'euros pour 126 avions) sont énormes ! C'est le tiers d'une annuité budgétaire de la défense indienne... Où en sont les discussions ? Le PNC (Price Negotiation Committee) doit ouvrir ses discussions avec le fournisseur français dans les six semaines qui viennent. Et au-delà de la stricte acquisition des 126 avions (et peut-être 72 de plus), plusieurs questions se posent. L'une d'elles porte sur les compensations réclamées par les Indiens. Ils exigent que la France achète dans leur pays des biens ou des services équivalant à 50 % de la valeur du contrat. Ce qui n'est pas une mince affaire... Quand il a vendu à la Grèce ses Mirage 2000 voici dix ans, Dassault a dû trouver des solutions pour écouler d'importants tonnages de raisins de Corinthe.

Ni Dassault ni les Indiens n'ont donné d'éléments sur la nature de leurs discussions à venir. L'industriel ne fait par exemple aucun commentaire sur les modèles dont l'acquisition est envisagée. Une chose est sûre : à ce stade, ce sont les modèles "Air" qui sont concernés, dans une version proche du standard F3 français. On ne dispose pas d'information officielle sur le nombre d'appareils biplaces qui seraient commandés. L'Inde, qui ne dispose pas de porte-avions à catapulte et brin d'arrêt Catobar (Catapult Assisted Take Off But Arrested Recovery) et n'a pas fait part de son intention de s'en doter, n'a pas signifié son intérêt pour la version Marine du Rafale. Mais rien n'interdirait qu'elle s'intéresse au couple porte-avions/Rafale Marine. On sait que l'expansionnisme naval chinois représente l'une des obsessions indiennes et on ne voit pas l'Inde acquérir un équipement aussi performant que le Rafale sans le doter d'une capacité d'action en mer. À cet égard, le couple Rafale-Exocet SM 39 a certainement été évalué par les Indiens.

### **Les armes qui fâchent**

Concernant l'armement emporté par les avions indiens, les équipements évoqués sont logiques : missiles air-air Mica, bombes guidées laser A2SM et GBU. Le futur missile air-air Meteor à statoréacteur est également évoqué, mais il n'est prévu que pour la version F4 du Rafale. Les points sensibles, sur lesquels il n'est actuellement pas possible d'obtenir des informations, concernent deux armes qui fâchent. Puissance nucléaire, l'Inde dispose de missiles sol-sol et mer-sol, et peut larguer des bombes à gravité avec ses Jaguar IS Shamsher et ses Mirage 2000H Vajra. On voit mal qu'elle acquière des Rafale sans exiger qu'ils puissent être dotés de cette capacité, tout comme les modèles de l'armée française. Ce à quoi Paris répondra inévitablement qu'il s'agit d'une affaire purement indienne ne concernant pas le vendeur. Autre point d'interrogation sans réponse : le missile Scalp (Système de croisière conventionnel autonome à longue portée), de MBDA, développé en commun avec les Britanniques, également appelé Black Shaheen ou Storm Shadow. Officiellement, ce missile ne fait que 250 km de portée avec une charge de 450 kg. Il n'entre donc pas en contradiction avec le Régime de contrôle de la technologie des missiles, dont la France a été l'un des pays initiateurs, et qui exige - quelle

heureuse coïncidence ! - que les missiles exportés par les puissances signataires ne dépassent pas une charge de 500 kg pour une portée de 300 km... Quand les Français ont vendu la version aux Émirats arabes unis la version Black Shaheen du Scalp, ils ont provoqué un violent courroux des États-Unis. Qu'en sera-t-il si l'Inde demande de tels engins, comme c'est probable ? Nous verrons bien !

## Les Indiens expliquent la victoire du Rafale

Le Point.fr - Publié le 10/02/2012 à 12:21 - Modifié le 10/02/2012 à 15:17

Face aux aigreur de Londres, où la défaite de l'Eurofighter Typhoon ne passe pas, New Delhi donne quelques précisions sur les raisons de son choix.



L'Inde pourrait compléter sa commande de Rafale à la France et atteindre le chiffre de 200 avions.  
© Patrick Guigueno / Maxppp

[La victoire du Rafale en Inde est irréversible](#), affirme, ce vendredi matin, le gouvernement indien cité par le supplément économique du grand quotidien indien *Times of India*. Le journal précise que le Rafale s'est trouvé vainqueur de l'appel d'offres MMRCA (Medium Multirole Combat Aircraft), lancé en 2004, sur deux critères essentiels. Le premier élément cité par une "source gouvernementale" indienne n'est pas le prix d'achat, mais ce que les milieux aéronautiques appellent le LCC ou Life Cycle Cost, c'est-à-dire le coût de la flotte entière d'avions sur les 40 ans (ou 6 000 heures de vol) d'activité de chaque appareil.

C'est ce chiffre - soigneusement tenu secret aussi bien par les Indiens que par les Français - qui s'est révélé décisif pour le choix de l'IAF (Indian Air Force), parmi 650 éléments d'analyse économique ou opérationnelle, "et qui est en fait l'outil qui a déterminé qui était le mieux-disant." En deuxième lieu, le prix proposé par les Français pour l'acquisition de chaque appareil a entériné la réussite du Rafale. La source citée par le journal poursuit : "La proposition commerciale du Typhoon était beaucoup trop élevée. Le Rafale était clairement le meilleur sur les deux plans." Personne, ailleurs que dans les milieux concernés par le contrat, ne connaît précisément les montants financiers concernés. Sans autre précision, les Indiens parlent de 20 milliards de dollars (15 milliards d'euros).

## La fureur de [David Cameron](#)

Cette réponse sans ambiguïté du gouvernement indien fait suite à une polémique déclenchée par les Britanniques, ancienne puissance coloniale de l'Inde, à qui la victoire du Rafale sur le Typhoon reste en travers de la gorge. Le Premier ministre David Cameron, qui avait fait du marché indien une priorité de son mandat, digère d'autant plus mal le choix de New Delhi que Londres verse à son ancienne colonie un milliard de livres sterling (1,2 milliard d'euros) d'aides annuelles. Toutes proportions gardées, car le marché n'était pas de la même ampleur, la déception britannique est comparable à celle ressentie à Paris lors de l'humiliante défaite du Rafale au Maroc, à l'automne 2007.

De plus, les pays partenaires du Typhoon (Royaume-Uni, Allemagne, Italie et, dans une moindre mesure, Espagne), de même que les industriels producteurs (essentiellement BAe Systems, EADS Cassidian, Alenia et Eurojet), estiment que l'Eurofighter est techniquement supérieur au Rafale. Curieusement, les britanniques BAe Systems avaient pris le commandement médiatique de l'opération de vente du Typhoon en Inde, alors même que le partenaire allemand du consortium, Cassidian, avait la main sur les négociations. Pour Andrew Gallagher, directeur général de BAe Systems India, le "Typhoon est le meilleur avion multirôle mondial de sa génération. Ce n'est pas seulement l'appareil le plus moderne dans la compétition : il entame un cycle de modernisation de quarante années". Et un porte-parole de la firme britannique ajoutait après l'annonce indienne : "les Indiens n'ont rendu public que l'avis du comité des prix. Il se passera du temps avant qu'un contrat ne soit signé. Cette affaire n'est pas faite."

## Le Rafale, meilleur en Libye

La rancoeur britannique est d'autant plus forte que - comme l'écrivait le *Financial Times* le 7 février dernier - on pense à Londres que Dassault "a conduit sa campagne depuis les murs de béton gris de l'ambassade de France", préférant tourner le dos aux "deux plus solides économies européennes, l'Allemagne et le Royaume-Uni, pour lui préférer la France, qui vient de perdre son triple A". Des réactions de mauvais joueurs ? Toujours est-il que les Indiens, excédés par l'attitude néo-colonialiste britannique, répondent aujourd'hui que l'offre française était inférieure de 22 à 25 %, ce qui paraît irrattrapable. Londres et Berlin ont bien fait valoir qu'ils pouvaient remettre une nouvelle offre plus basse pour contrer celle des Français, mais c'est peine perdue. C'est très précisément le message que fait passer ce vendredi le *Times of India*, alors même que les Indiens affirment avoir appliqué des règles de totale transparence dans la détermination du mieux-disant.

Le journal *Sunday Telegraph* expliquait dimanche dernier que les Britanniques ne doivent imputer la défaite de l'Eurofighter Typhoon à personne d'autre qu'à eux-mêmes. Évoquant pêle-mêle l'incapacité des partenaires à faire évoluer le Typhoon, pour des raisons budgétaires, le journal entérine la supériorité du Rafale, admettant que ses capacités de reconnaissance et un meilleur radar ont fait la différence lors des récentes opérations au-dessus de la Libye. Le Typhoon est "moins versatile que le Rafale", avoue, avec gêne, le *Sunday Telegraph*, comme s'il s'enfonçait un poignard dans le cœur, soulignant que le Typhoon n'est même pas capable d'emporter le missile SCALP - appelé Storm Shadow dans l'inventaire britannique -, de ce fait réservé aux antiques Tornado. Et aux avions français Mirage 2000 et Rafale, argument opérationnel de poids ! Chez Dassault, on se refuse à tout commentaire. Un cadre interrogé sur cet article se contente de glisser froidement : "Je le connais, il est encadré dans mon bureau !"

## 126 Rafale, ou plutôt 200 ?

On sait que les 126 Rafale dont elle va commencer à négocier l'achat pourraient être complétés par 74 autres exemplaires, ce qui porterait la commande totale à 200 avions. De plus, l'Inde a passé commande de 272 avions russes Sukhoi SU-30, dont la version Su-30MKI est capable de porter l'énorme missile air-mer BrahMos et sans doute des bombes nucléaires. On sait aussi que l'Inde possède des Mirage 2000, dont la modernisation par l'industrie française vient d'être

décidée, et qu'elle a développé avec l'aide américaine son [LCA Tejas](#), un petit chasseur multirôle qu'elle prévoit d'acquérir à 260 exemplaires.

La montée en puissance militaire de l'Inde est clairement illustrée par sa politique d'acquisition d'avions de combat modernes.

## L'Inde ne reviendra pas sur le choix du Rafale

10 février 2012 – 12:42

Les efforts du gouvernement britannique pour convaincre New Delhi de laisser tomber le Rafale de Dassault Aviation au profit de l'Eurofighter Typhoon dans le cadre de l'appel d'offre portant sur l'achat de 126 avions de combat n'ont, jusqu'à présent, servi à rien.

Et il n'y a guère de chance pour qu'ils paient un jour ou l'autre car, d'après une source haut placée au ministère indien de la Défense et citée [par le quotidien Times of India](#), il n'est pas question de revenir sur le choix annoncé le 31 janvier dernier en faveur du constructeur aéronautique français.

Pourtant, BAE Systems, qui fait partie du consortium Eurofighter en compagnie d'EADS et de Finmeccanica, avait indiqué, en début de semaine, être disposé à baisser le prix du Typhoon afin de le rendre plus compétitif par rapport à l'avion français.

« Le Rafale français, le vainqueur potentiel, a battu le Typhoon et en termes de coûts sur le cycle de vie et en terme de coûts directs d'acquisition » a précisé l'interlocuteur du Times of India.

Et la différence est de taille puisque l'offre du consortium Eurofighter serait supérieure de 3,8 milliards d'euros par rapport à celle soumise par Dassault Aviation, ce qui représenterait un surcoût de 22 à 25%.

Et si l'on ajoute les liens historiques de l'avionneur avec les forces aériennes indiennes qui datent de 1953, avec la livraison des Ouragan, les considérations géopolitiques et surtout la qualité du Rafale, comme l'on dit trivialement, il n'y a eu pas eu photo!

Par ailleurs, ce responsable du ministère indien de la Défense a estimé que le contrat final pourrait être signé à l'automne prochain. Ce qui montre que New Delhi n'a pas l'intention de faire traîner les choses, d'autant plus que le remplacement des MiG-21 est urgent (l'appareil a le surnom de cercueil volant en Inde, ce qui n'est guère encourageant pour celui qui doit le piloter...).

Une fois le contrat signé, les 18 premiers Rafale aux couleurs indiennes seront fabriqués en France et livrés en 2015. Les 108 autres appareils devraient être assemblés sous licence en Inde, vraisemblablement par Hindustan Aeronautics Limited, pendant 6 ans.

## Le choix de l'Inde en faveur du Rafale critiqué par Pékin

4 février 2012 – 14:03

Depuis plus de 60 ans, les relations entre l'Inde et le Pakistan se caractérisent par une rivalité qui ne s'est jamais éteinte. Depuis 1947, année de leur indépendance, ces deux pays se sont

affrontés militairement à trois reprises, notamment à cause du Cachemire. Cette situation les a conduits à se doter de l'arme nucléaire.

Autre adversaire de l'Inde : la Chine, par ailleurs alliée proche du Pakistan. Là, ce sont des différends territoriaux qui empoisonnent leurs relations, lesquels viennent s'ajouter à une rivalité pour la suprématie régionale.

Aussi, pour parer à toute éventualité, les militaires indiens ont adopté une doctrine dite de « double front », laquelle doit leur permettre de se défendre contre le Pakistan, mais aussi contre la Chine, notamment dans le nord de l'Himalaya.

D'ailleurs, d'après le directeur du renseignement national américain, James Clapper, qui a livré [une estimation devant une commission du Sénat](#), la semaine passée, si l'armée indienne ne croit pas à un conflit imminent avec la Chine, il n'en reste pas moins qu'elle se renforce afin de se préparer à « un conflit limité le long de la frontière avec la Chine » et « travaille de façon à répondre aux capacités de projection chinoises dans l'océan indien ».

C'est donc dans ce contexte qu'il faut replacer la sélection de l'avion de combat français Rafale par New Delhi, dans le cadre de l'appel d'offres MMRCA (Medium Multi-Role Combat Aircraft), lequel vise à remplacer les MiG-21 actuellement en service au sein de ses forces aériennes.

L'on peut comprendre l'armertume de Londres et de Berlin, qui ont poussé la candidature de l'Eurofighter, l'appareil qui était en finale contre le Rafale à l'issue des évaluations de l'armée indienne. Mais ces deux capitales ne sont les seules : Pékin a aussi sévèrement critiqué la sélection de l'avion français par New Delhi.

[Un article](#) publié par la version en ligne du Quotidien du Peuple, qui est l'organe de presse officiel du Comité central du Parti communiste chinois, n'y va pas avec le dos de la cuillère.

« Un fois qu'elle (ndlr, l'Inde) disposera de ces avions de chasse, son armée de l'air sera renforcée, elle se sentira plus forte et plus hardie et elle aura alors l'audace et la témérité de d'affronter, de rivaliser et de se mesurer avec ses rivaux et adversaires potentiels et traditionnels : le Pakistan et la Chine » écrit ainsi le Quotidien du Peuple.

Et le journal de continuer dans la même veine : « l'Inde est en train de dépenser des dizaines de milliards de dollars US afin d'optimiser les armements de ses armées, ce qui selon elle est nécessaire pour faire face au 'défi permanent' lancé par les parties pakistanaise et chinoise, alors qu'en réalité cela provoque la course aux armements qui ne cesse de gagner en intensité. Et c'est justement à ce moment-là que la France vend à l'Inde 126 avions de chasse Rafale et son geste encourage celle-ci et excite et aiguillonne son appétit et son ambition de devenir une grande puissance militaire tout en intensifiant ses visées agressives et expansionnistes, ce qui constitue une sérieuse menace pour la paix et la stabilité en Asie ! ». Rien de moins.

Cependant, l'auteur de l'article semble avoir oublié l'opacité et la progression à deux chiffres du budget militaire chinois depuis plusieurs années, le développement d'armes spatiales, de missiles supersoniques antinavires et de l'avion furtif J-20 ainsi que la remise en état du porte-avions Varyag, dont a du mal à voir en quoi il pourrait servir uniquement à protéger les côtes chinoises.

La dernière bordée de cette publication du comité central du Parti communiste chinois vise spécifiquement Paris. « Dans notre monde actuel où la situation internationale est en évolution constante et où les conflits régionaux se produisent sans cesse et à tout moment, la vente effrénée, outrancière et sans retenue d'armes par la France ne peut que provoquer la préoccupation de la communauté internationale qui s'en inquiète gravement et sérieusement » estime-t-elle. Bien entendu, la Chine ne vend jamais d'armes... C'est à se demander où la Corée du Nord et l'Iran se sont procurés leurs missiles « made in China »... Si le Pakistan avait acheté

des avions français, en lieu et place de l'Inde, l'on peut parier que la réaction chinoise aurait été toute différente...

## D'abord le Rafale, ensuite l'atome

**Si le choix du Rafale pouvait pousser la France à collaborer pleinement avec l'Inde dans le domaine nucléaire, ça ne serait pas plus mal.**

09.02.2012 | Sandeep Dikshit | [The Hindu](#)



© Dessin de Herrmann, Suisse, pour Courrier international.

Le moral en berne, les quatre partenaires européens d'Eurofighter ont plié bagage. Ils viennent d'être coiffés au poteau dans le cadre du plus grand appel d'offres militaire jamais lancé par l'Inde. Le seul groupe désormais en lice [Dassault] est dominé par la France. Et pour Paris, c'est sans doute une nouvelle ère qui s'ouvre dans ses relations avec New Delhi. Dans le domaine du partage de renseignements, dans celui de l'enrichissement et du retraitement nucléaire, et même dans la production conjointe de missiles à courte portée. Il n'y a pourtant aucune corrélation entre la commande du Rafale et ces questions, affirme une source proche du Premier ministre indien : chacune sera traitée séparément, et il serait audacieux d'en conclure que les deux parties vont se précipiter tête baissée dans des partenariats de long terme dans tous ces secteurs simplement parce que la France vient de remporter l'appel d'offres.

Du point de vue indien, c'est évidemment un hasard si la différence de prix entre les chasseurs proposés par la France et le consortium européen Eurofighter s'est avérée assez importante pour faire passer au second plan d'autres critères, comme les coûts controversés de la maintenance du Rafale. C'est aussi un hasard si la verrière du chasseur russe MiG-35 s'est détachée pendant les essais. Même si cet événement a permis à Shiv Shankar Menon, le conseiller à la sécurité nationale, d'informer le Kremlin de l'inadéquation de son offre, éliminant du même coup un autre concurrent sérieux.

Les Américains, quant à eux, voulaient imposer à l'Inde un droit d'inspection de la variante du F-16 qu'ils proposaient, et une exportation de ce modèle vers l'Arabie saoudite. Beaucoup d'exigences pour un appareil qui n'était pas adapté aux besoins de l'armée de l'air indienne ! New Delhi n'a donc eu aucun mal à écarter Lockheed Martin de l'appel d'offres. Il a été aussi facile de rejeter la deuxième proposition américaine, celle du F-18 de Boeing, parce qu'elle ne

correspondait pas à ce que recherchait l'Inde, et que cet avion n'avait été inclus dans la liste que sous la pression des Etats-Unis. Quant au dernier concurrent, le Gripen suédois, il avait été aisément éliminé à cause de son côté poids mouche. Au final, le ministère de la Défense a donc pu affirmer sans problème que seuls les caractéristiques techniques du chasseur et son prix détermineraient la décision finale.

Depuis l'époque enthousiasmante mais controversée où l'Inde a procédé à sa deuxième série d'essais nucléaires, en 1998, le gouvernement a compris que la France était une alliée fidèle. Elle a peut-être été le seul pays à ne pas annuler ses exercices navals avec la marine indienne au lendemain des essais de Pokhran. Les usines Dassault étant maintenant sauvées du chômage technique et de la poussière, New Delhi est en droit d'attendre de la France qu'elle respecte les engagements du président Nicolas Sarkozy, qui avait promis un partenariat nucléaire civil "complet" avec l'Inde. Cela concernerait entre autres l'enrichissement et le retraitement, que le cartel de fournisseurs de technologie nucléaire s'efforce d'interdire à des pays comme l'Inde, soupçonnés de ne pas se conformer à leurs normes [l'Inde n'a toujours pas signé le TNP, le traité de non-prolifération nucléaire].

Deux ans après l'indépendance, la France et l'Inde avaient passé, dans la plus grande discrétion, un accord dans le domaine du nucléaire civil. Même si cet accord, qui couvrait l'extraction de thorium à partir de la monazite, n'avait pas abouti, ce partenariat s'est poursuivi, en dépit de l'essai nucléaire de 1974, qui a amené le cartel transatlantique à s'efforcer, pendant trente ans, de freiner l'Inde.

Ce que l'on ne sait pas non plus, c'est qu'à l'occasion de la visite de Jacques Chirac en 1998, les deux parties ont évoqué l'ouverture de négociations avec la société française Areva sur la construction de six centrales, la France devenant ainsi le deuxième pays après la Russie à collaborer avec l'Inde, tandis que le reste de l'Europe et les Etats-Unis complotaient pour émasculer le secteur du nucléaire indien en imposant des restrictions au transfert de technologie et en inscrivant les entreprises indiennes sur une liste noire. Il est naturel qu'après la Russie, les scientifiques indiens aient appris à avoir confiance dans la capacité de la France à tenir parole sur la question du nucléaire.

La France a déjà obtenu les terrains nécessaires à la construction des six réacteurs nucléaires. Mais elle s'est toujours plainte que l'Inde restait une zone d'influence anglo-saxonne. La commande de chasseurs (ainsi que l'accord antérieur portant sur la modernisation de la cinquantaine de Mirage de l'armée de l'air indienne, d'un montant de 100 milliards de roupies [1,56 milliard d'euros]) ne peut que clairement contribuer à dissiper cette impression et ouvrir la voie à une meilleure entente entre les deux pays, qui ont toujours manifesté du respect pour leurs intérêts mutuels en termes de sécurité nationale et d'autonomie stratégique. Ils pourraient ainsi s'apporter un soutien réciproque, tout en démocratisant un peu plus la politique internationale.

10.02.2012

## **Le Pentagone ouvre aux femmes 14 325 postes dans des unités de combat**

Même si je trouve que le sujet de la féminisation des armées est totalement "tarte", voire qu'il relève du cliché médiatique sexiste, il y a des infos qui méritent d'être diffusées.



Le Pentagone a confirmé hier soir la révision de sa directive de 1994 sur la présence des femmes dans des unités de combat au sol. Notons que 144 personnels féminins US ont été tués en Irak et en Afghanistan et que 853 autres ont été blessés, chiffres qui témoignent que les femmes sont elles aussi exposées, surtout sur des théâtres où la notion de ligne de front n'existe pas.

Le communiqué de presse (accessible en cliquant [ici](#)) précise que 13 139 postes de l'armée de terre seront ouverts aux femmes dans des domaines comme la maintenance des blindés ou la conduite des radars d'artillerie; 1 186 postes dans des unités de combat de la Navy, de l'USAF et du Marine Corps seront aussi ouverts aux femmes, au niveau bataillon (auparavant, elles étaient cantonnées dans des postes au niveau brigade).

### Extraits du communiqué:

"The 1994 DoD policy allowed women to be restricted from some occupational specialties if those specialties were physically co-located with direct ground combat units. Because the modern-day battlefield is non-linear and fluid, with no clearly defined front line or safer rear area, combat support operations are dispersed throughout the battlespace. Removal of the co-location exclusion will result in 13,139 Army positions being opened to women, in specialties such as tank mechanic and field artillery radar operator.

Additionally, the 1994 policy prohibited women from being assigned below brigade level to units whose principal mission was to engage in combat. The Army, Marines and Navy have been granted exceptions to policy to allow select positions at the battalion level in specialties already open to women, opening 1,186 additional positions. These exceptions to policy will help the services assess the suitability and relevance of the direct ground combat unit assignment prohibition, and inform future policy decisions."

"La politique(police) de DoD 1994 a permis aux femmes d'être limitée de quelques spécialités professionnelles si ces spécialités ont été physiquement co-placées(localisées) avec des unités de combat de raison(terre) directes. Parce que le champ de bataille moderne est non-linéaire et liquide(fluide), sans zone(domaine) arrière opérationnelle ou plus sûre clairement définie, des opérations de support(d'assistance) de combat sont dispersées partout dans le battlespace. Le déplacement(déménagement) de l'exclusion de co-emplacement aboutira à 13,139 positions(postes) D'armée étant ouvertes aux femmes, dans des spécialités comme le mécanicien de réservoir(char) et l'opérateur de radar d'artillerie de terrain(des champs).

De plus, la politique(police) 1994 a interdit des femmes d'être assigné au-dessous du niveau de brigade en unités dont la mission principale était de s'engager dans le combat. On a accordé l'Armée, des Marines et la Marine des exceptions à la politique(police) de ce qu'admettre les positions(postes) de sélection au niveau de bataillon dans des spécialités s'ouvrent déjà aux femmes, ouvrant 1,186 positions(postes) supplémentaires. Ces exceptions à la politique (police) aideront les services à évaluer la pertinence et la pertinence de l'interdiction de mission(d'attribution) d'unité de combat de raison(terre) directe et informer des décisions de politique(police) futures. "

# Treillis: un nouveau "combat pants" testé par l'US Army



Le 12 janvier, j'ai rédigé un post sur les 5 finalistes qui planchent sur [le nouveau treillis US](#). Finalement on s'y perd un peu dans cette valse des treillis et des camouflages américains. Pour compliquer encore un peu plus les choses, voici le nouveau pantalon tactique de l'Army!

Outre la photo ci-contre, on peut visionner une courte vidéo démonstrative en cliquant [ici](#). Ce nouveau "army combat pants" est en phase de test, avec cinq types de tissu, deux types de genouillères...

Parallèlement, à partir d'avril, 36 000 paires vont être distribuées à des unités qui n'ont pas encore été identifiées.

Le coût de fabrication de ce type de pantalons approche 200\$, deux fois plus que le coût du pantalon du treillis ACU. Le coût devrait être réduit à 100/125\$ une fois que le modèle final sera choisi

## Le Brésil aura accès à une partie de la documentation du contrat MMRCA indien

10 février 2012 – 14:27

Le ministre de la Défense, Celso Amorim, a effectué une visite de quelques jours en Inde afin de renforcer la coopération militaire entre Brasília et New Delhi.

L'Inde « a l'une des plus importantes armées du monde » et, comme le Brésil, ce pays « cherche à réduire sa dépendance technologique à l'égard d'autres pays » avait expliqué, la semaine passée, par voie de communiqué, le ministère brésilien de la Défense. « Il y a un grand potentiel de coopération scientifique et technologique afin de développer des projets d'intérêts communs » avait-il aussi ajouté.

Autre point commun : aussi bien l'Inde que le Brésil cherchent à moderniser leurs forces aériennes. Et cette question a été abordée par Celso Amorim avec son homologue indien, alors que New Delhi vient de sélectionner le Rafale dans le cadre de son appel d'offres MMRCA (Medium Multi-Role Combat Aircraft) visant à acquérir 126 avions de combat.

De son côté, le Brésil a lancé une procédure similaire il y a maintenant quelques années. Seulement, les choses se sont gâtées par la suite. Alors que l'ancien président Lula avait pris tout le monde de court en annonçant la sélection du Rafale, en septembre 2009, le processus s'est ensuite enlisé à la fois pour des raisons politiques et économiques. Et les campagnes de lobbying autour de ce contrat n'ont évidemment pas aidé. Pour mémoire, l'avion de Dassault est en compétition avec le F-18 de Boeing et le Gripen de Saab.

Quoi qu'il en soit, le ministre brésilien de la Défense a obtenu des autorités indiennes [la possibilité d'avoir accès aux documents](#) de la procédure qui a conduit New Delhi à choisir le Rafale.

« Le Brésil est dans un processus d'achat d'avion de combat. L'Inde a déjà atteint la dernière étape de sélection d'un appareil pour sa force aérienne. Ils ont promis de nous donner quelques documents sur leur propre processus de sélection car leurs règles de base sont comparables aux nôtres » a ainsi déclaré Celsio Amorim.

« Partout où c'est possible, nous devons toujours chercher à partager de l'expérience acquise tout en respectant évidemment la confidentialité » a-t-il poursuivi. Cependant, « partager de l'expérience ne signifie pas que nous allons suivre » la décision indienne » a cru bon de préciser le ministre brésilien.

Ce dernier a également fait part de son intérêt pour l'avion dit de 5e génération, le Sukhoï PAK/FA T-50, dont le développement est le fruit d'une coopération entre la Russie et l'Inde.

## **L'Iran lance un nouveau satellite et augmente ses dépenses militaires**

4 février 2012 – 18:32

Alors que les Etats-Unis craignent une attaque israélienne contre son programme nucléaire d'ici l'été prochain – le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, ayant même évoqué le mois d'avril – l'Iran a mis en orbite basse (250 à 370 km), le 3 février, un satellite d'observation appelé de 50 kg appelé Navid.

Cet engin a été lancé par une fusée Safir, qui ressemble à un missile balistique Shabab-3 auquel on aurait ajouté un étage supplémentaire. Selon l'Organisation spatiale iranienne, la durée de vie de ce satellite devrait être d'un an et demi. Sa mission est de prendre des photographies de la terre.

Comme l'a expliqué Ahmad Vahidi, le ministre iranien de la Défense, les images prises par Navid seront transmises à « plusieurs stations au sol installées à travers tout le pays ».

Il s'agit du troisième lancement de ce type effectué par l'Iran depuis février 2009, le premier ayant consisté à mettre sur orbite le satellite Omid. Le second, Rassid, avait été lancé en juin 2011.

Cela ne calmera les inquiétudes des chancelleries occidentales, qui craignent que le programme spatial iranien, élevé par Téhéran au rang de « priorité stratégique », ne soit qu'un prétexte pour développer des missiles balistiques à longue portée pouvant emporter des charges nucléaires, les technologies en ces deux domaines étant très similaires.

Quoi qu'il en soit, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a affirmé, le même jour, que son pays ne céderait pas face aux sanctions internationales visant son programme nucléaire fortement soupçonné par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'avoir une dimension militaire.

« Que les Américains et les autres sachent (...) que face aux menaces de guerre et aux menaces pétrolières, nous avons aussi nos propres menaces qui seront mises en oeuvre le jour venu si cela est nécessaire » a-t-il déclaré, le jour du 33e anniversaire de la révolution islamique iranienne.

« Toute guerre sera dix fois plus préjudiciable aux Etats-Unis que leurs menaces » qui ne font que « montrer leur impuissance » en menaçant (l'Iran), a encore ajouté l'ayatollah Ali Khamenei.

Et, visiblement, Téhéran semble se préparer à une confrontation future. Ainsi, le président Ahmadinejad a annoncé, le 2 février, une hausse de 127% du budget militaire iranien, qui s'élève officiellement, pour l'exercice en cours qui va se terminer en mars prochain, à environ 12 milliards de dollars.

Par ailleurs, la télévision d'Etat iranienne a rapporté, ce 4 février, que la production « en masse » du missile antinavire Zafar venait de commencer. Toujours selon cette dernière, cet engin serait capable d'évoluer à très basse altitude afin de déjouer les systèmes de détection.

A plusieurs reprises, les responsables iraniens ont laissé entendre, quand ils ne l'ont pas explicitement exprimé, qu'ils fermeraient le très stratégique détroit d'Ormuz, point de passage de plus du tiers du trafic pétrolier mondial. Pour les Etats-Unis, il s'agit-là d'une ligne rouge que Téhéran ne doit pas franchir.

## Le ton monte entre l'Argentine et le Royaume-Uni au sujet des Malouines

9 février 2012 – 17:04



Il est dit que les mêmes causes provoquent les mêmes effets. Quand, en 1982, l'Argentine décida d'envahir l'archipel des Malouines (ou Falklands), alors sous souveraineté britannique depuis 1833, Londres venait [de décider une réduction drastique](#) de ses dépenses militaires. Heureusement pour le Royaume-Uni, ce plan d'économies n'eut pas le temps d'entrer en vigueur,

ce qui permet une intervention de ses forces armées pour reconquérir ce territoire situé à plus de 12.000 kilomètres de ses côtes.

Trente ans plus tard, les forces armées britanniques sont à nouveau contraintes de réduire la voilure au point qu'elles risquent de perdre des capacités militaires qui lui seront difficiles de retrouver à l'avenir. Ce qui n'a pas manqué de faire réagir d'anciens officiers de haut rang de la Royal Navy. « C'est une invitation faite à l'Argentine de nous infliger une humiliation nationale comparable à la perte de Singapour, dont le prestige britannique (...) ne se remettra jamais » avaient-ils affirmé dans une tribune publiée en novembre 2010 par The Times.

D'autant plus que la souveraineté des Malouines va au-delà d'une simple question de principe (ainsi que de ses 3.000 habitants et ses moutons)... En effet, les gisements de pétrole découverts – 6 à 13 milliards de barils potentiels – au large de cet archipel sont désormais devenus assez rentables pour être exploités.

Aussi, c'est dans ce contexte que Buenos Aires a haussé le ton à l'égard de Londres, en demandant, en décembre dernier, à ses voisins latino-américains du Mercosur d'interdire l'accès de tous les bateaux arborant le pavillon des Falklands à leurs ports.

Et l'Argentine de réaffirmer, dans un communiqué publié le 3 janvier dernier par son ministre des Affaires étrangères, « ses droits imprescriptibles (...) sur les Iles Malouines, de Géorgie du Sud et de Sandwich du Sud ainsi que sur les espaces maritimes qui les environnent, qui font partie intégrante du territoire national » argentin.

Face à cela, le gouvernement britannique n'a pas manqué de réagir. « Les habitants des Falklands veulent rester britanniques. Les Argentins veulent leur imposer un autre choix. Cela s'appelle du colonialisme » a déclaré son chef, David Cameron, à la Chambre des Communes.

Outre l'affectation anecdotique pour 6 semaines du prince William dans les îles Falklands au titre de sa formation de pilote d'hélicoptère, Londres a surtout décidé d'y envoyer le tout récent destroyer type 45 HMS Dauntless. La présence d'un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) de la classe Trafalgar dans la région a également été évoquée par la presse d'outre-Manche mais elle n'a pas été officiellement confirmée par la Royal Navy.

Quoi qu'il en soit, ce déploiement de moyens de la Royal Navy, lesquels vont s'ajouter à la garnison de Royal Marines et le détachement de la Royal Air Force présents dans l'archipel, est vécu comme une provocation par le gouvernement argentin au point qu'il entend présenter une plainte devant le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations unies pour dénoncer la « militarisation britannique » des Malouines.

Et pour la présidente de l'Argentine, Cristina Kirchner, l'envoi dans la région du destroyer HMS Dauntless et d'un membre de la famille royale britannique « représente un grave danger pour la sécurité internationale ». A moins que Buenos Aires ait des visées particulières, la venue d'un navire de guerre, aussi moderne soit-il, ainsi que celle d'un prince héritier, ne constituent pas à eux seuls un corps expéditionnaire pouvant menacer l'intégrité de l'Argentine...

D'ailleurs, pour Londres, ces accusations sont infondées. « Nous ne sommes pas en train de militariser l'Atlantique sud. Notre posture défensive y demeure inchangée » a déclaré un porte-parole du Premier ministre britannique.

# Basta! 30 F-35, 4 FREMM et 40 000 hommes: l'armée italienne va encore se serrer la ceinture



Le gouvernement italien devrait annoncer la semaine prochaine des coupes claires au sein de ses forces armées, à la fois dans les effectifs et dans les programmes d'armement, selon *Il Corriere della Sera*.

L'armée de l'air pourrait faire son deuil de 30 *F-35* sur les 131 dont la commande était espérée. Alors que le contrat pour la livraison de trois premiers *F-35* a été signé récemment pour un total de 181 millions d'euros, plusieurs élus ont demandé au gouvernement de renoncer à ce programme. Une

réduction des commandes de frégates serait également à l'étude. D'après le journal, sur les 10 frégates furtive *FREMM*, construites avec la France (...) quatre seront sacrifiées.

Par ailleurs, le *Corriere della Sera* affirme que le conseil des ministres devrait aussi annoncer la suppression de près de 40 000 postes, sur un effectif total de 182 500 soldats.

## 1 - Les Invalides... comme vous ne les avez jamais vues



*C'est dans cette excroissance, et le jardin attenant que sont nées... les premières pommes de terres françaises (photo : Jean-Marc Tanguy).*

Moi aussi, j'avais l'impression de connaître par coeur les plaques commémoratives de la coursive

supérieure des Invalides, le dôme, et les souterrains du site. C'était sans compter sur cette contre-visite, insolite, que ce blog va vous proposer dans les jours qui viennent, pour vous permettre de (re)découvrir ce site historique de premier plan, plébiscité par le grand public l'an dernier. Qui émerge désormais dans le TOP 5 de la fréquentation, sous la direction d'un général bouillonnant d'idées, **Christian Baptiste**.



*Nous ne sommes pas au musée de la corderie royale, à Rochefort, mais... sous les toits de l'église des Invalides, dont l'architecture rappelle la coque inversée d'un navire. Ils ont été fabriqués par des charpentiers de marine... avec une forêt de châtaigniers (et non de marronniers comme je l'avais improprement écrit à l'origine). (photo Jean-Marc Tanguy).*

Le musée de l'armée doit accueillir dans quelques semaines une exposition sur l'Algérie (1830-1962), avant de se lancer sur une remontée du Mékong. Mais aussi, plus tôt, un son et lasers illustrant l'histoire du site.



*Un de secrets de la lumière qui règne sur le dôme : ces vitraux, invisibles de l'intérieur, qui font converger le jour vers le sommet. (photo : Jean-Marc Tanguy).*



*Des pilotes alliés ont été hébergés au-dessus de l'église des Invalides, pendant la seconde guerre mondiale. Pendant que des officiers allemands assistaient à l'office, 100 mètres plus bas, un pilote de la RAF laissait, lui, sa marque, imprudemment, sur le toit ! (photo : Jean-Marc Tanguy)*



*C'est par cet orifice, au-dessus de l'autel (et non l'hôtel, comme mon cerveau givré l'a écrit ce matin...), qu'arrivait "l'esprit saint". On vous expliquera tout, dans les prochains posts. (Jean-Marc Tanguy).*

Vous découvrirez aussi comment fonctionne cette petite entreprise qui doit, en même temps, rester l'écrin de 500.000 références, dont seulement 20.000 sont exposés. Il lui faut aussi allier ce rôle de conservation, et de "lien social" revendiqué, tout en intégrant une gestion rigoureuse et innovante, en allant chercher les mécènes.



*Ce salon prestigieux est à louer. La recette permet d'alimenter le budget de fonctionnement.*

*(photo : Jean-Marc Tanguy)*

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/02/2012 07:50:00 AM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

## 2 - Invalides : En mémoire de Georges Morin

*(voici la suite de notre reportage diachronique aux Invalides. [Le premier épisode peut être lu ici.](#))*



*Une trace laissée par le passage des aviateurs alliés (photo : Jean-Marc Tanguy).*

Georges Morin avait été blessé aux yeux, pendant la première guerre mondiale, et pendant la suivante, est employé à l'ONACVG, aux Invalides. Avec sa famille, il refuse la défaite, et choisit la résistance dans le réseau "Action et Vengeance" de la France combattante. 130 pilotes alliés seront hébergés au-dessus de l'église du soldat des Invalides, entre charpente de châtaignier et voute de l'édifice.



*La charpente en châtaignier qui servait d'horizon principal aux pilotes pendant leur séjour aux Invalides. (photo : Jean-Marc Tanguy).*

Par un orifice par lequel on lâchait des pigeons, sous l'ancien régime, les pilotes peuvent entendre la messe servie aux Allemands, quelques dizaines de mètres plus bas.

Ils profitent de la discrétion apportée par les toits pour prendre l'air, peut-être fumer une cigarette. Dénoncée aux Allemands le 5 juillet 1944, la famille Morin est déportée dans les camps. L'ancien blessé de guerre, médaillé militaire, décoré de la croix de guerre, n'en reviendra pas : il meurt en décembre 1944. Seules sa femme et sa fille en reviendront.



*Sur les toits des Invalides, à proximité immédiate de la cache des pilotes*

*(photo : Jean-Marc Tanguy)*

[\*\*A entendre ici l'interview du général Christian Baptiste par Olivier Fourt, de RFI.\*\*](#)

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/05/2012 06:21:00 PM LIENS VERS CE MESSAGE](#)

## **3 - Le musée de l'armée, une PME rodée**



*Pour occuper ce salon une soirée, il faut déboursier 8.500 euros HT (photo : Jean-Marc Tanguy).*

C'est un signe de fierté non dissimulée de son directeur, Christian Baptiste : le musée de l'armée émerge désormais dans le top 5 des musées parisiens, avec 1,43 millions de curieux attirés l'an dernier. (1)

C'est ce succès qui lui permet de pouvoir

passer le cap de la gratuité (pour les ressortissants de l'union européenne de moins de 26 ans). Et du financement qui n'est pas apporté par l'Etat : sur 15 MEUR, 9 sont conquis à la force du poignet.

Il faut donc être inventif. 45% de la recette de ventes de ticket provient du point de vente nord créé en 2011, pour capter la clientèle qui arrive par le RER et les métros, côté Esplanade. Avant, il fallait dialoguer avec une machine, désormais, ce sont des humains (humaines en l'occurrence) qui font l'accueil.

A cette humanisation, une explication : les hôtesse de ventes peuvent mieux faire consommer le visiteur. Lui proposer un médiaguide lui permettant de se faire expliquer la visite (français; anglais, espagnol, allemand, italien, japonais, russe, chinois), ou un billet couplé pour d'autres musée associés.

Le musée emploie en propre 160 personnels, mais a aussi externalisé une centaine d'autres. Buvette, librairie et sécurité. Buvette et librairie doivent reverser un pourcentage de la vente au musée, en plus du loyer.

On loue aussi des salles prestigieuses pour des événements. Le grand salon se loue 8.500 euros HT. Mais aussi accueillir des événements : opéra en plein air, le mondial de l'auto, ou Paris quartiers d'été.

Un autre événement du même type débarque au printemps, un son et lasers sur l'histoire du musée.

Il faut aussi trouver des partenaires -sponsors et mécènes- qui mettent la main à la poche pour subventionner les expositions temporaires, qui par nature ne sont pas rentables. 50% du budget de l'exposition Napoléon III en Italie ont ainsi été réglés par le CIC.

(1) néanmoins, les... militaires, pourtant premiers intéressés par le sujet, ne semblent pas particulièrement assidûs.

PUBLIE PAR MAMOUTH LEADER A L'ADRESSE [2/06/2012 09:42:00 AM](#)

## **UNE ASCENSION BLANCHE EN HOMMAGE AUX MORTS DE LA 27E BIM**

Mise à jour : 03/02/2012 17:31

Le 7<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins a organisé une « ascension blanche » en hommage aux morts et blessés de la 27<sup>e</sup> brigade d'infanterie de montagne.

La [27<sup>e</sup> brigade d'infanterie de montagne](#) (27<sup>e</sup> BIM) a été durement touchée, avec le décès en Afghanistan de trois soldats du [93<sup>e</sup> régiment d'artillerie de montagne](#) (93<sup>e</sup> RAM), ainsi que celui d'un militaire du [2<sup>e</sup> régiment étranger de génie](#) (2<sup>e</sup> REG) le 20 janvier 2012.



En mémoire des victimes et suite à la cérémonie d'hommage national en présence du Président de la République le 25 janvier à Varcès, le challenge hivernal des troupes de montagne, prévu les 25 et 26 janvier par le [7<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins](#) (7<sup>e</sup> BCA) de Bourg-Saint-Maurice, a été remplacé par une « ascension blanche ». Cette initiative en hommage à tous les morts et blessés de la 27<sup>e</sup> BIM s'est déroulée le 1<sup>er</sup> février dernier.

Placée sous le signe de l'esprit de cordée et de la fraternité d'armes, cette activité a eu lieu aux Arcs, sous la forme d'une montée de plus de 700 m de dénivelé en ski de randonnée groupée, derrière le général Wattecamps, commandant la 27<sup>e</sup> BIM.

Un détachement de 300 militaires constitués d'éléments de la 27<sup>e</sup> brigade d'infanterie de montagne mais aussi d'autres unités proches du milieu alpin, ainsi que d'un détachement des troupes de montagne libanaises a participé à cet hommage. Celui-ci visait à honorer les 12 soldats décédés en Afghanistan, ainsi que les morts en montagne de la brigade.

## Un gendarme mis en examen pour « vol et corruption »

5 février 2012 – 12:54

Le commandant de la brigade de gendarmerie de Bellegarde-en-Marche, dans la Creuse, a été mis en examen, le 2 février, pour « vol, corruption et abus de confiance », à l'issue d'une enquête menée par la Section de recherche de Limoges, saisie après une dénonciation anonyme faite auprès du procureur de la République de Guéret.

Il est en effet reproché à cet adjudant de 53 ans, à la carrière jusque-là exemplaire, une [dizaines de vols](#) (des sacs de terreau, des cannes à pêche, des pots de fleurs), des faits de corruption, d'abus de confiance ainsi que d'avoir averti des amis de contrôles routiers et divulgué des éléments d'enquête contre des avantages en nature.

Lors de sa garde à vue, les 9 et 10 janvier, le sous-officier a reconnu huit vols mais a toutefois nié les accusations de corruption et d'abus de confiance. Suite à sa mise en examen, il a été suspendu de ses fonctions par le commandant de région et placé sous contrôle judiciaire avec l'interdiction de résider en Creuse.

Pour le procureur, Olivier Quérard, les faits reprochés à ce gendarme serait dus à un « comportement compulsif ». Et d'estimer qu'une expertise psychiatrique s'impose afin de déterminer si le militaire est en « pleine possession de ses moyens ».

# Un faux ancien pilote de chasse a dirigé l'aéroport de Limoges avant d'être démasqué

9 février 2012 – 15:15

Certains mythomanes ont une prédilection pour le monde militaire. Déjà, par le passé, Zone Militaire a relaté plusieurs histoires de ce type, dont la plus savoureuse reste quand même [celle d'un jeune agent de sécurité](#) qui avait eu l'audace de se faire passer pour un colonel de l'US Air Force.

« Plus c'est gros, plus ça passe », entend-on généralement. Sauf qu'au bout d'un moment, l'imposteur finit toujours par être confondu, même si cela prend plus ou moins de temps. Ainsi en a-t-il été pour le désormais ancien directeur de l'aéroport de Limoges.

Les mythomanes ont différentes motivations pour s'inventer un passé militaire qu'il n'ont vécu. Pour certains, estimant qu'il n'y a rien de mieux que le prestige de l'uniforme, c'est pour mieux séduire la gent féminine. Pour d'autres, il s'agit [de se donner l'illusion](#) d'être ce qu'ils auraient voulu sans devenir. Enfin, pour une autre catégorie, c'est pour mieux mettre en valeur un curriculum vitae. Et pour prétendre diriger un aéroport, se faire passer pour un ancien pilote de chasse a été l'astuce trouvée par un certain Jean-Philippe Gaillard.

Dans un article publié par le quotidien La Montagne, en novembre 2011, ce dernier, qui s'appelle en réalité Jean-Philippe Gaillard, avait évoqué son passé militaire en qualité de pilote de chasse en affirmant avoir participé à « à peu près toutes les guerres » de ces 20 dernières années, dont l'ex-Yougoslavie, le Liban et les deux guerres du Golfe...

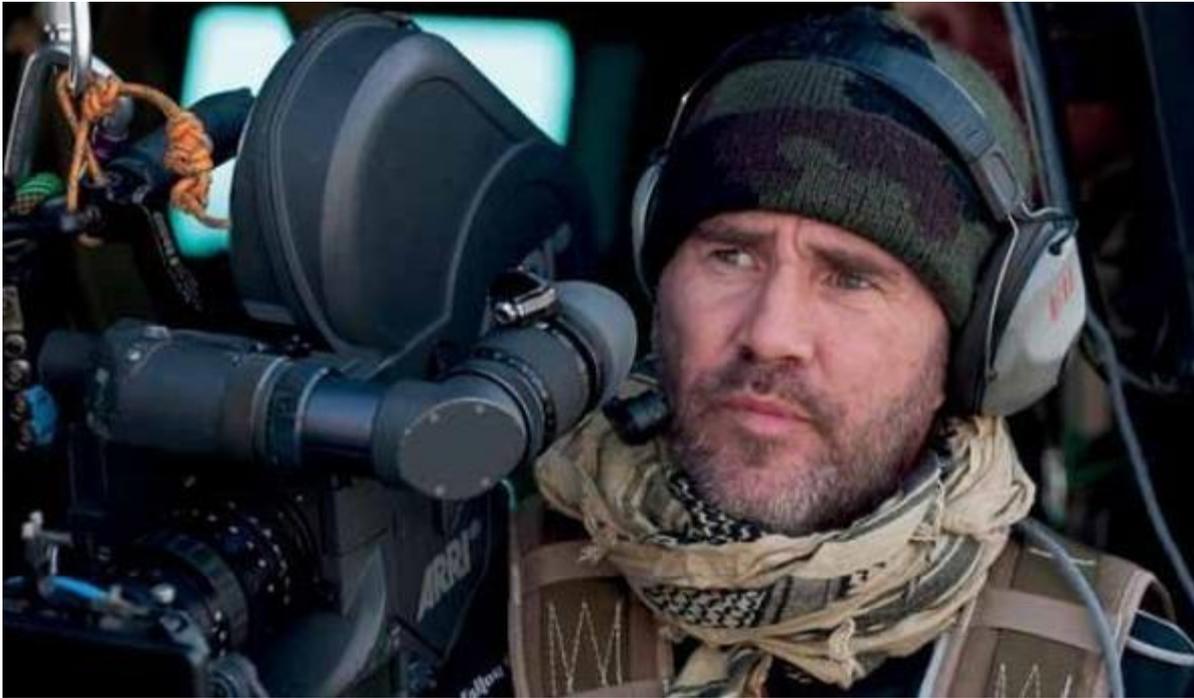
Plus c'est gros, plus ça passe en effet car la France n'a pas été militairement engagée dans l'opération anglo-américaine Iraqi Freedom de 2003, pas plus que des avions de combat français ont été déployés au Liban au cours de ces dernières années... Aussi, ce n'est pas à cause de ces mensonges que l'usurpateur a été démasqué... mais grâce à sa photographie publiée sur le site Internet de l'aéroport de Limoges, laquelle a permis à une femme de le reconnaître et de mettre en évidence l'imposture.

Qui plus est, ce faux ancien pilote de chasse n'a jamais connu la rigueur qu'impose cette profession, sauf celle de la justice, qui l'a, par le passé, condamné à plusieurs reprises pour vols, faux et usage de faux, escroquerie, abus de confiance.

Visiblement, ce n'était pas un coup d'essai, étant donné qu'il s'était déjà fait passer pour un policier en 1998 et que, deux ans auparavant, il aurait falsifié des documents militaires.

Mais le plus drôle dans cette histoire est qu'il n'a pas déçu la Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges, dont dépend l'aéroport qu'il a dirigé. D'après La Montagne, qui cite une source « proche du dossier », cet imposteur aurait en effet « exercé un boulot formidable ». Et d'ajouter : « il a même été d'une compétence qui laisse pantois ».

## Cinéma : "Forces spéciales" a fait plus d'entrées que le film de Kassovitz sur Ouvéa



Avec 205.000 spectateurs, le **film "Forces spéciales"**, très mal accueilli par la critique, a quand même fait plus d'entrées que celui de Matthieu Kassovitz, **"l'ordre et la morale", sur l'affaire d'Ouvéa** - qui, lui, avait bénéficié d'un exceptionnel soutien médiatique pour sa dénonciation de l'armée française en Nouvelle-Calédonie. Seuls 148.000 personnes sont finalement allés le voir... Pas des grands succès tous les deux, mais on dirait que les fana-milis se sont un tout petit peu plus mobilisés...

(Tous les **chiffres du box-office sont là.**)

*Photo : Stéphane Rybojad, réalisateur de Forces spéciales.*

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Lundi 6 Février 2012 à 17:32

## "Lieutenants de Bigeard": les témoignages sur DVD de ceux qui ont servi aux côtés de Bigeard

La collection Lieutenants de Bigeard, des éditions LumièreBro, présente le témoignage audiovisuel de nombreux officiers (lieutenants ou capitaines) qui ont servi sous les ordres du général Bigeard de 1947 à 1975, en Indochine, en Algérie, en République Centrafricaine, au Sénégal, à Madagascar, à Bordeaux, siège de la 4e Région militaire à l'époque, puis lorsque le général fut secrétaire d'Etat à la Défense. 15€ par DVD de 1h50 chacun.

**Déjà parus :**

Jacques Allaire

Raymond Chabanne

Martial Chevalier

Lucien le Boudec

Gérard Wirtz

**Témoignages à paraître :**

Le général Pierre Porcher

Le général Guy Ménage

Le général Jean-Louis Brette

Le général Louis Combette

Le colonel Jean Herraud

Le Lt-colonel Martial Chevalier

Le chef de bataillon Maurice Rilhac

Le capitaine Marcel Clédic

**Contacts :** LumièreBro éditions, 47 route d'Albi, 31240 Saint-Jean, tél. : 06 79 83 64 18

eMail : [d.trarieux.lumiere@gmail.com](mailto:d.trarieux.lumiere@gmail.com)

<http://www.lumierebro-editions.com/>

## Livre : les commandos-marine en version originale



On ne compte plus les reportages chez les commandos-marine. Mais que sait-on vraiment d'eux, au-delà des clichés ? C'est tout l'intérêt du livre "Commandos Marine. l'élite des forces spéciales" de Roch Pescadère et Franck Jubelin. Le titre et la couverture ne doivent pas tromper le lecteur. Certes, les "mythos" y trouveront leur bonheur, dans le texte et les photos. Mais l'ouvrage en propose bien plus. Car - c'est son grand intérêt - il donne la parole aux commandos eux-même et les montrent pour de bon. Le livre a ainsi un goût très particulier, celui du vrai...

Les auteurs connaissent bien leur sujet. Ils avaient, voici une douzaine d'années publier un excellent livre sur l'histoire du commando Hubert. Photographe, Roch Pescadère est un plongeur confirmé. Quant à Franck Jubelin, journaliste, il porte un nom bien connu dans la Marine. Les deux complices ont su, de longue date, gagner la confiance de leurs interlocuteurs. Ce livre en témoigne.

Il se compose de trois parties. D'abord, la formation et le rôle de chacun des six commandos désormais spécialisés, puis les différentes missions et enfin, plus brièvement, l'histoire de ce corps d'élite. Même ceux qui, comme l'auteur de ce blog, pensent savoir à peu près de quoi il

retourne, apprendrons des choses sur le fonctionnement actuel des commandos. Ainsi "Penfen", le commando de Penfentenyo est devenu une sorte de petit 13ème RDP naval, comme le racontent quelques uns de ses hommes.

Dans sa préface, l'amiral Christophe Prazuck (auquel devrait succéder à l'été le CV Olivier Coupry) écrit que, sur le secret inhérent à leurs actions, prospèrent *"le mythe et la rumeur. Il est donc parfois utile d'expliquer qui ils sont et comment ils agissent"*. Mission accomplie !

**Roch Pescadère et Franck Jubelin " Commandos Marine. L'élite des forces spéciales". 155 pages. Nombreuses photos. Marines Editions. 29 euros.**

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 8 Février 2012 à 17:46